

DÉCÈS D'ABDELHAK BEN BOULAÏD, FILS DU CHAHID SYMBOLE MOSTEFA BEN BOULAÏD

Le président de la République présente ses condoléances

P 16

GRANDS PROJETS DE TRANSFERTS D'EAU

Lancement imminent des travaux

L'Algérie accélère la concrétisation de sa stratégie de sécurisation des ressources en eau. Les grands projets de transfert d'eau du Sud vers les Hauts Plateaux entrent dans une nouvelle phase, portée par l'achèvement des principales études techniques. P 3



EN PRÉSENCE D'UNE DÉLÉGATION MINISTÉRIELLE

Les victimes de l'accident de Boumerdès inhumées à El Eulma



Plusieurs victimes du tragique accident d'autobus survenu vendredi matin dans la wilaya de Boumerdès, qui a fait 27 morts et 42 blessés, ont été inhumées samedi après-midi au cimetière d'El Eulma, dans la wilaya de Sétif, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud.

P 2

GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ

Sonatrach relève ses prix de vente pour le mois d'août

La compagnie nationale Sonatrach a relevé ses prix officiels de vente (Official Selling Prices - OSP) du gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour le mois d'août, dans un contexte de raffermissement de la demande sur les marchés internationaux et de hausse des cours mondiaux.

P 5

RENTREE UNIVERSITAIRE 2026-2027
10 nouvelles résidences universitaires ouvriront leurs portes P 2

BID ROUND 2026 EN ALGÉRIE
Plus de 50 compagnies internationales déjà inscrites P 5

SKIKDA
La commune de Hamadi Krouma en pleine dynamique de développement P 6

REGISTRE DU COMMERCE

Prorogation du délai de dépôt des comptes sociaux jusqu’à fin septembre

Le Centre national du registre du commerce (CNRC) a annoncé, jeudi, la prorogation du délai légal de dépôt des comptes sociaux de l'exercice 2025, jusqu'au 30 septembre 2026, en réponse à la demande de la Chambre nationale des commissaires aux comptes (CNCC). Cette mesure vise à permettre aux entreprises concernées d'achever l'ensemble des procédures juridiques et comptables liées à l'établissement et à la validation des comptes sociaux, précise le CNRC dans un communiqué. Le dépôt des comptes sociaux peut être effectué à distance via la plateforme électronique dédiée à ce service : <https://sidjilcom.cnrc.dz>, a-t-il ajouté. Le CNRC a également invité les opérateurs économiques souhaitant obtenir davantage d'informations ou bénéficier d'un accompagnement à se rapprocher de ses antennes locales ou à contacter ses services par le biais de ses canaux officiels.

R.E.

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie réceptionne deux nouveaux appareils Boeing

Le groupe Air Algérie a annoncé, mercredi dans un communiqué, la réception de deux nouveaux appareils de type Boeing 737 MAX 8, et ce, dans le cadre du programme de modernisation et de renforcement de sa flotte. Avec l'intégration de ces deux appareils, baptisés "Peace" et "Africa", le nombre d'avions réceptionnés dans le cadre du programme d'acquisition de dix Boeing 737 MAX 8 s'élève désormais à trois, précise la même source soulignant que "cette nouvelle étape traduit l'engagement du groupe à moderniser sa flotte, à renforcer ses capacités opérationnelles et à offrir des services toujours plus performants à ses passagers". "Air Algérie poursuit ainsi la mise en oeuvre de son programme de renouvellement de la flotte, en adéquation avec les orientations stratégiques visant à accompagner la croissance du trafic aérien et à consolider les capacités du transport aérien national", est-il indiqué dans le même communiqué.

APS

RENTÉE UNIVERSITAIRE 2026-2027

10 nouvelles résidences universitaires ouvriront leurs portes

Le système des œuvres universitaires sera renforcé, à l'occasion de la prochaine rentrée universitaire, par 10 nouvelles résidences, d'une capacité d'accueil de 17.000 lits, dans le but d'améliorer la qualité des services d'hébergement au profit des étudiants. C'est ce que le directeur général de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), M. Adel Mezough, a indiqué dans une déclaration à l'APS.

Synthèse Selma R.

Il a précisé que la capacité d'accueil atteindra 630.202 lits après la réception de ces nouvelles résidences universitaires, soit un excédent estimé à 190.120 lits, étant donné que 440.082 étudiants sont actuellement hébergés au niveau de 467 résidences universitaires à travers le territoire national. Cela contribuera à l'amélioration des conditions d'accueil des étudiants et à la garantie d'un meilleur confort au sein des cités universitaires, leur permettant de se consacrer pleinement à leurs études. À ce propos, M. Mezough a fait savoir que les services de l'ONOU poursuivent les opérations de réhabilitation des résidences universitaires, précisant que 2.058 pavillons ont été rénovés, tandis que 1.200 autres seront réhabilités au cours des deux prochaines années, en vue de moderniser le système actuel de l'hébergement universitaire. Afin d'accélérer les travaux de réhabilitation, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la

Recherche scientifique a accordé des prérogatives élargies aux recteurs d'université concernant le secteur des œuvres universitaires, leur permettant d'exercer un contrôle direct sur les travaux réalisés au niveau des résidences universitaires relevant de leur tutelle. Concernant la restauration universitaire, M. Mezough a indiqué que l'ONOU a contracté directement avec des entreprises économiques publiques à des prix fixes pour une durée de cinq (5) ans, ce qui a permis de réduire la facture de la restauration, passée de 21 milliards de DA en 2025 à 18 milliards de DA en 2026, malgré l'accueil de 50.000 étudiants supplémentaires. Cela a été rendu possible, a-t-il dit, grâce au système de réservation préalable des repas via la plateforme « Progres » et le portefeuille électronique « Wallet ». Dans le même contexte, il a souligné que le parc de transport universitaire compte 6.326 bus, renforcé par l'application « MyBus » pour le suivi des bus via GPS, ainsi que par la fonc-

tionnalité « MyBus Control » pour la confirmation des données du trajet via le scan du code QR. La restructuration du plan d'hébergement, basée sur le principe de loger l'étudiant dans la résidence la plus proche de son lieu d'étude, a permis de réduire le nombre de bus utilisés dans la capitale dans le cadre d'une politique de rationalisation des dépenses, a-t-il expliqué, ajoutant que le transport ferroviaire couvre 15.496 abonnés via le train et 72.053 abonnés via le métro et le tramway, en sus d'une convention avec la compagnie aérienne Air Algérie pour le transport de 3.379 étudiants du Sud du pays. Le versement de la bourse universitaire est désormais entièrement digitalisé via la plateforme « Eminha » au sein du système « Progres », sans que l'étudiant ait à fournir le moindre document papier, a fait savoir M. Mezough, soulignant que l'interconnexion avec Algérie Poste a permis de réguler les comptes postaux dédiés au versement de la bourse.

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES

97 % des nouveaux bacheliers ont obtenu l'un de leurs choix exprimés

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a annoncé, jeudi, que 97 % des nouveaux bacheliers ont obtenu l'un des choix exprimés. Lors d'une conférence de presse, tenue au siège du ministère, et consacrée à la présentation des résultats d'orientation des bacheliers (session 2026), le ministre a précisé que le nombre d'étudiants orientés s'élève à 391.018 sur un total de 403.119 étudiants inscrits sur la plateforme numérique. Concernant les étudiants n'ayant pas obtenu leurs choix, qui représentent un taux de 3%, M. Baddari a souligné

qu'"une seconde chance leur sera accordée pour se réinscrire, à partir du vendredi 31 juillet jusqu'au 2 août prochain". Dans le même sillage, M. Baddari a annoncé que "les inscriptions définitives se dérouleront du 5 au 10 août 2026, conformément au calendrier officiel, à distance et de manière totalement numérique, sans le besoin pour les étudiants de se déplacer vers les établissements universitaires", soulignant qu'à l'issue des procédures d'inscription, "l'étudiant obtiendra par voie électronique sa carte d'étudiant numérique, lui permettant d'accéder aux différents services et plateformes

électroniques universitaires et de suivre son parcours universitaire". Pour ce qui est des résultats de l'orientation, le ministre a indiqué que "84,71 % des nouveaux bacheliers ont bénéficié de l'un de leurs trois (3) premiers vœux, 94,46 % de l'un de leurs cinq (5) premiers vœux, et 96,97 % de l'un de leurs six (6) premiers vœux". "227.590 nouveaux bacheliers ont été orientés vers les filières des sciences et technologies, contre 163.428 vers les spécialités des lettres, des sciences humaines et sociales", a-t-il précisé, ajoutant que "2.040 étudiants ont été orientés vers les écoles supé-

rieures proposant des formations liées aux métiers d'avenir, notamment l'intelligence artificielle, la cybersécurité, le computing quantique et les technologies avancées". Le ministre a, en outre, révélé que 46.500 étudiants (12 % de l'ensemble des étudiants orientés), ont été orientés vers les écoles supérieures de la ville de Sidi Abdellah, les Ecoles normales supérieures (ENS) ainsi que les filières paramédicales. "Ces étudiants bénéficieront de contrats de recrutement direct dans les secteurs de l'Education nationale, de la Santé et de l'économie".

R.E.

SIDI BEL-ABBES

L'Entreprise nationale des industries électroniques obtient l'agrément du GIE Monétique

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) a franchi une nouvelle étape stratégique dans le renforcement des systèmes de monétique et de paiement électronique en Algérie, en obtenant officiellement l'agrément du Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), a-t-on appris auprès de la cellule de communication de l'entreprise. Selon la même source, cet agrément permet à l'ENIE d'élargir son offre de services techniques en assurant désormais l'installation et la maintenance de l'ensemble des terminaux

de paiement électronique (TPE) sur tout le territoire national, quelle que soit leur marque ou leur origine. Jusqu'à présent, l'entreprise intervenait uniquement sur les équipements de sa propre marque. Cette certification consacre l'expertise technique et opérationnelle des équipes de l'ENIE, ainsi que leurs capacités logistiques à déployer des solutions d'installation et de maintenance performantes. Elle contribue également aux efforts visant à promouvoir l'inclusion financière et à moderniser le système bancaire et commercial du pays, a ajouté

la même source. Cette avancée renforce le rôle de l'Entreprise nationale des industries électroniques en tant qu'acteur clé dans l'accompagnement des banques, des commerçants et des opérateurs économiques. Elle devrait aussi accélérer la transformation numérique et la numérisation des transactions commerciales, conformément aux orientations stratégiques des pouvoirs publics en faveur de la modernisation du secteur financier et du développement des moyens de paiement électroniques modernes.

APS

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GRANDS PROJETS DE TRANSFERTS D'EAU

Lancement imminent des travaux

L'Algérie accélère la concrétisation de sa stratégie de sécurisation des ressources en eau. Les grands projets de transfert d'eau du Sud vers les Hauts Plateaux entrent dans une nouvelle phase, portée par l'achèvement des principales études techniques.

Par Réda Hadi

Réuni jeudi à Alger, le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a passé en revue l'état d'avancement de ces projets structurants, qui figurent parmi les priorités nationales en matière de développement territorial et de sécurité hydrique. Lors de cette réunion de suivi, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer l'achèvement des procédures techniques, administratives et réglementaires afin de permettre le lancement effectif des travaux dans les meilleurs délais. Selon un communiqué du ministère, les différentes études ont atteint leurs phases finales, ouvrant ainsi la voie aux prochaines étapes de réalisation. Ces infrastructures hydrauliques d'envergure nationale s'inscrivent dans la vision des pouvoirs publics visant à assurer une alimentation durable en eau potable, à réduire les disparités régionales et à accompagner les grands programmes de développement économique, agricole et industriel, notamment dans les régions du Sud et des Hauts Plateaux. Le projet stratégique de transfert « Sud-Sud » constitue l'un des axes majeurs de cette politique. Il répond directement aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la sécurisation de l'approvisionnement en eau des wilayas sahariennes une priorité nationale. Le programme prévoit la réalisation de six stations de pompage et de sept grands réservoirs, équipés de systèmes modernes de contrôle et de gestion à distance afin d'assurer une exploitation performante des installations et la continuité du service public de distribution de l'eau. Au cours de la réunion, l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH) a présenté les conclusions de l'étude consacrée à ce projet. Celui-ci prévoit le transfert quotidien de 160.000 mètres cubes d'eaux souterraines grâce à une conduite principale d'environ 1.300 kilomètres, complétée par un réseau secon-

daire de collecte de près de 600 kilomètres. Le tracé reliera le champ de captage d'Aougrout, dans la wilaya de Timimoun, aux wilayas de Béni Abbès et Bèchar, avant d'atteindre Tindouf et la région stratégique de Gara Djebilet, où se développe l'un des plus importants projets miniers du pays. Pour le ministre, cette infrastructure représente bien plus qu'un simple projet hydraulique. Elle constitue un véritable levier de développement économique pour tout le Sud-Ouest algérien. L'alimentation en eau permettra notamment d'accompagner l'exploitation industrielle du gigantesque gisement de fer de Gara Djebilet, appelé à devenir l'un des moteurs de la diversification économique nationale. Le projet contribuera également à soutenir l'expansion de l'agriculture saharienne, secteur qui connaît une croissance soutenue grâce aux investissements réalisés dans les cultures stratégiques, tout en accompagnant le développement urbain des wilayas concernées et le renforcement de l'interconnexion des réseaux hydrauliques du Sud.

Trois corridors pour alimenter les Hauts Plateaux

La réunion a également permis d'examiner l'état d'avancement des études relatives au projet de transfert « Sud-Hauts Plateaux », articulé autour de trois grands corridors hydrauliques destinés à sécuriser l'alimentation en eau potable de plusieurs régions de l'intérieur du pays. Le premier concerne le corridor Ouest, dont les études sont pilotées par l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT). Ce projet prévoit le transfert des eaux provenant du champ de captage de Béni Ounif, dans la wilaya de Bèchar, vers les wilayas de Bèchar, Aïn Sefra, Mécheria, Naâma et Saïda. Le dispositif comprendra une conduite principale de 430 kilomètres, 60 puits de captage, quatre stations de pompage ainsi

que huit réservoirs destinés à assurer une distribution régulière et sécurisée de l'eau potable. Le second corridor concerne l'Est du pays. Toujours sous la supervision de l'ANBT, il permettra le transfert des eaux à partir du champ de captage de Zelfana, dans la wilaya de Ghardaïa, vers les wilayas de M'Sila, Bou Saâda, Biskra et Batna. Cette infrastructure sera encore plus importante avec une conduite principale de 850 kilomètres, douze stations de pompage, cinq stations de reprise et vingt-trois réservoirs destinés à garantir la continuité de l'alimentation des populations concernées. Le troisième volet est piloté par l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID). Il s'agit d'un transfert Sud-Nord qui permettra d'acheminer un débit de 3,8 mètres cubes par seconde à partir du champ de captage d'Oued Djedi, dans la wilaya de Djelfa. Le réseau comprendra une conduite principale de 560 kilomètres ainsi que plusieurs stations de pompage, des puits et des ouvrages de stockage destinés à assurer l'alimentation en eau potable des wilayas de Djelfa, Aïn Oussara, Tiaret et M'Sila. À travers ces projets, les pouvoirs publics entendent bâtir un réseau hydraulique intégré capable de répondre durablement aux besoins croissants des populations tout en accompagnant les grands investissements industriels, agricoles et miniers. Cette stratégie intervient dans un contexte marqué par les effets du changement climatique, la raréfaction des précipitations et l'augmentation continue de la demande en eau, qui imposent une gestion plus efficiente des ressources hydriques nationales. Enfin, le ministre a rappelé le caractère hautement stratégique de ces infrastructures, appelant l'ensemble des organismes concernés à finaliser rapidement les procédures restantes afin de lancer leur réalisation dans les délais fixés.

INCLUSION FINANCIÈRE
La Banque d'Algérie adresse une note aux banques

La banque d'Algérie a adressé une note aux banques et établissements financiers leur enjoignant de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faciliter l'accès des ménages aux produits et services bancaires, dans le cadre du renforcement de l'inclusion financière. Emise par la Direction générale du Crédit et de la Réglementation bancaire, la note n 03, datée du mercredi 29 juillet 2026, vise à renforcer l'accès des ménages aux produits et services bancaires et à contribuer au développement de l'inclusion financière, en imposant aux banques et établissements financiers d'assurer une prise en charge diligente et adaptée des besoins de leur clientèle. A ce titre, les banques et établissements financiers sont notamment tenus de simplifier les procédures d'accès à l'ensemble des produits et services bancaires et de réduire les délais de traitement des demandes. Ils devront également assurer une prise en charge diligente des demandes, notamment en matière d'ouverture de comptes bancaires, de services de paiement et de services monétaires, d'accès au financement, ainsi que de produits d'épargne, y compris ceux relevant de la finance islamique. La note prévoit en outre le développement d'une offre diversifiée de produits et services bancaires adaptée aux besoins des ménages, le renforcement de la couverture géographique de cette offre par le développement du réseau d'agences et des canaux numériques dans une logique de complémentarité, ainsi que l'amélioration de l'accessibilité des produits et services bancaires aux personnes à mobilité réduite, aux personnes âgées et aux autres catégories de clientèle nécessitant des modalités de prise en charge adaptées. Les banques et établissements financiers sont également appelés à renforcer l'information, le conseil et l'accompagnement de leur clientèle afin d'améliorer sa connaissance des produits et services bancaires et d'en favoriser une utilisation accrue. La Banque d'Algérie a fixé au 30 septembre 2026 la date limite pour la mise en œuvre effective de ces dispositions au niveau de l'ensemble du réseau des banques et établissements financiers, qui devront également en assurer le suivi régulier et déployer les actions appropriées pour atteindre les objectifs fixés.

R E.

ALGÉRIE-ITALIE

La coopération bilatérale passée en revue à Rome

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Lounès Magramane, a coprésidé, jeudi à Rome (Italie), avec son homologue italien, M. Ricardo Guariglia, les travaux de la 5e session du Dialogue stratégique algéro-italien sur les relations bilatérales et les questions politiques et sécuritaires globales, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "Cette session, qui a réuni des représentants de différents secteurs et institutions des deux parties, intervient dans le cadre du mécanisme de concertation politique régulière entre l'Algérie et l'Italie. Elle a constitué une nouvelle étape pour évaluer le processus de coopération bilatérale dans divers domaines et passer en revue les

réalisations accomplies depuis la tenue de la précédente session à Alger en juin 2025, à la lumière des conclusions adoptées lors de la dernière visite officielle en Algérie de la présidente du Conseil des ministres italien, en mars 2026 ainsi que du 5e sommet intergouvernemental tenu à Rome en juillet 2025", précise le communiqué. "Les travaux ont permis d'évaluer les différents volets de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines, politique, sécuritaire, économique, énergétique, agricole, industriel et culturel. Les deux parties se sont félicitées des résultats positifs réalisés dans plusieurs dossiers vitaux", a-t-on souligné. "Les moyens de promouvoir le partenariat stratégique entre les deux pays pour des perspec-

tives prometteuses, conformément aux orientations définies par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et la présidente du Conseil des ministres italien, Mme Georgia Meloni, ont également été évoqués". A cet effet, "les deux parties ont salué les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan "Mattei" et réaffirmé leur attachement à accélérer la concrétisation des projets stratégiques conjoints, susceptibles d'asseoir un nouveau modèle de coopération entre les deux rives de la Méditerranée", précise le document. Lors de cette séance, "les deux parties ont évoqué la situation régionale et internationale actuelle et échangé les vues autour des développements dans l'espace méditerranéen, en Libye, au Sa-

hara occidental, dans la région sahélo-saharienne ainsi qu'au Moyen Orient". Elles ont également mis en avant leurs engagements vis-à-vis des solutions pacifiques des conflits, conformément aux principes du droit international et de la Charte des Nations unies", selon la même source. A la clôture des travaux, "les deux parties ont réaffirmé leur volonté commune d'aller de l'avant dans le renforcement du partenariat stratégique et de concrétiser les recommandations qui en découlent, ainsi que de préparer les prochaines échéances, notamment le 6e Sommet intergouvernemental algéro-italien de haut niveau prévu l'année prochaine à Alger".

R E/APS

MARCHÉS MONDIAUX
Les résultats d’entreprises
salués, malgré les
inquiétudes

Les Bourses mondiales ont clôturé dans le vert vendredi, profitant de résultats d'entreprises qui ont positivement déjoué les attentes, tout en gardant un oeil sur l'évolution du coût de la dette, thermomètre des craintes inflationnistes. A Wall Street, le Dow Jones a pris 0,53%, le Nasdaq a gagné 1% et l'indice élargi S&P 500 s'est octroyé 0,70%. La place américaine a notamment salué les performances trimestrielles d'Amazon, propulsant le titre de plus de 15%. Les investisseurs ont en particulier retenu la forte croissance de l'activité d'informatique à distance (cloud) et plus généralement des activités liées à l'intelligence artificielle (IA). Dans l'ensemble, les résultats d'entreprises "continuent de surprendre très favorablement", commente Sam Stovall, du cabinet CFRA. Un jour plus tôt, c'est Microsoft qui avait bondi, ses comptes montrant que ses investissements pour développer l'IA n'entamaient pas sa marge, une des craintes du marché. "Les investisseurs affichent désormais des attentes élevées en matière de retour sur investissement et le marché ne tolère plus les hausses de +capex+ (capital d'investissement) sans visibilité claire sur leur monétisation", résume Grégoire Kounowski de Norman K. En Europe aussi les Bourses ont dans l'ensemble terminé la semaine et le mois en saluant une saison des résultats d'entreprise "qui est incroyable", relève Isabelle de Gavoty, gérante actions chez AllianzGI.

APS

MONNAIE
Le yen grimpe, suscitant
des soupçons sur une
intervention japonaise sur
le marché

Le yen s'envole jeudi, suscitant des spéculations sur une intervention du Japon sur le marché afin de soutenir la devise nationale, tandis que le dollar continuait de glisser au lendemain du statu quo de la Fed sur ses taux. Vers 18H45 GMT, la monnaie nipponne grimpait de 2,78% face au billet vert, à 159,05 yens pour un dollar. La semaine dernière, le yen était tombé à son plus bas niveau depuis 40 ans face au billet vert en raison de la divergence entre les taux d'intérêt américains, qui pourraient encore remonter cette année, et japonais, toujours très bas. Mercredi soir, le dollar avait dérapé en raison du choix de la Réserve fédérale américaine (Fed) de garder ses taux inchangés dans une fourchette comprise entre 3,50% et 3,75%, pour la cinquième fois d'affilée, malgré une inflation élevée. Une majorité des investisseurs s'attendait à ce statu quo mais le marché s'était montré inhabituellement divisé. Jeudi, le dollar perdait encore 0,53% face à l'euro et 0,74% face à la livre. La Banque d'Angleterre (BoE) a de son côté maintenu sans surprise jeudi son taux directeur à 3,75%, niveau auquel il est figé depuis décembre, mais alerté sur le risque posé par une nouvelle escalade militaire au Moyen-Orient.

MALGRÉ LE REPLI DE LA BIJOUTERIE

La demande mondiale d’or se maintient
au deuxième trimestre

La demande mondiale d'or est demeurée pratiquement inchangée au deuxième trimestre 2026, les achats soutenus des banques centrales et la stabilité des investissements en lingots et pièces ayant contrebalancé le recul de la consommation de bijoux et les sorties de capitaux des fonds indiciels adossés au métal précieux, selon le Conseil mondial de l'or (World Gold Council). La demande totale, y compris les transactions de gré à gré (OTC), s'est établie à 1.269 tonnes entre avril et juin. Sur l'ensemble du premier semestre, elle a atteint 2.522 tonnes, en hausse de 2 % par rapport à la même période de l'année précédente, pour une valeur record de 380 milliards de dollars. Les banques centrales ont renforcé leurs réserves d'or en acquérant 289 tonnes au cours du trimestre, retrouvant un rythme d'achat soutenu après le ralentis-

sement observé en début d'année. Dans le même temps, les investissements en lingots et en pièces sont restés stables sur un an à 307 tonnes, traduisant un retour à un niveau de demande plus conforme aux tendances historiques après deux trimestres exceptionnellement dynamiques. En revanche, les fonds négociés en Bourse (ETF) adossés à l'or ont enregistré des sorties nettes de 45 tonnes. Cette évolution s'explique notamment par le repli des cours de l'or, la remontée des anticipations d'inflation et de taux d'intérêt, particulièrement en Amérique du Nord, ainsi que par l'appréciation du dollar américain. La demande de bijoux a, pour sa part, a reculé à 278 tonnes, son plus faible niveau trimestriel depuis le début de la pandémie de Covid-19, sous l'effet de la hausse des prix de l'or et des pressions

inflationnistes qui continuent de peser sur le pouvoir d'achat. Malgré cette baisse des volumes, les dépenses consacrées aux bijoux en or ont augmenté de 14 % sur un an, atteignant 40 milliards de dollars.

APS

OOREDOO ALGÉRIE
La base d’abonnés
atteint 15,9 millions fin
juin 2026

L'opérateur de téléphonie mobile, Ooredoo Algérie, a annoncé, jeudi dans un communiqué, une croissance soutenue de sa base de clientèle qui a atteint 15,9 millions d'abonnés au 30 juin 2026, contre 14,5 millions en 2025, soit une hausse de 9,7 %, confirmant, ainsi, la solidité de sa dynamique de croissance en Algérie.Selon le bilan financier relatif au 1er semestre 2026, l'opérateur de téléphonie mobile a poursuivi son développement commercial avec des investissements qui se sont élevés à "14,9 milliards DA durant le 1er semestre 2026, contre 8,6 milliards de DA durant la même période en 2025", enregistrant "une progression exceptionnelle de 74,1 %", précise la même source. Par ailleurs, Ooredoo Algérie a réalisé un chiffre d'affaires de "64,2 milliards de DA contre 56 milliards de DA, à la même période de 2025, soit une augmentation de 14,5%". L'EBITDA (résultat avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements) s'est établi, quant à lui, à "28 milliards de DA contre 24,9 milliards de DA au 1er semestre 2025, soit une progression de 12,1 %", ajoute le communiqué. "Ces investissements traduisent la volonté de l'entreprise de renforcer la qualité de son réseau, d'accélérer sa transformation technologique et d'accompagner les ambitions numériques de l'Algérie", souligne Ooredoo, précisant que "cette croissance soutenue des revenus, conjuguée à une gestion rigoureuse des coûts et à une optimisation continue des performances opérationnelles, a permis à l'opérateur d'améliorer davantage sa rentabilité". De même, ces résultats témoignent de "la confiance renouvelée des Algériens envers les services et les offres de l'opérateur", poursuit la même source. D'après le Directeur général de Ooredoo, M. Roni Tohme, les performances enregistrées au premier semestre 2026 illustrent "la pertinence de la vision stratégique" adoptée par l'entreprise, ainsi que "l'engagement remarquable" de ses équipes. "Fidèles à notre engagement, nous poursuivrons nos investissements afin d'accompagner les évolutions technologiques et de créer davantage de valeur pour nos clients, nos partenaires et le secteur des télécommunications en Algérie", a-t-il déclaré. Il a estimé, également, que ces performances viennent confirmer "la capacité de Ooredoo Algérie à maintenir une croissance durable, à renforcer sa compétitivité sur le marché national des télécommunications et à renforcer ses investissements au service de l'innovation, de la connectivité et du développement numérique de l'Algérie".

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		DA / Kg			
		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا
	Tomate	79	94	64	الطماطم
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف
	Carotte	92	103	80	الجزر
	Navet	204	228	180	اللفت
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار
	Courgette	86	101	71	الكوسة
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	126	140	112	الخس
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي
	Datte	508	639	376	التمر
	Banane	617	645	589	الموز
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rand Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,02	-7,85	6,09	10,14	11158	3 848 820,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,41	-0,25	7,56	7,64	9832	13 764 800,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,05	1,05	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 115,00	2109,00	-0,28	-6,37	-5,13	8,74	8,30	2006	4 230 654,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,84	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,04	6,94	4,22	4,71	0	0,00

BID ROUND 2026 EN ALGÉRIE

Plus de 50 compagnies internationales déjà inscrites

Deux mois après l'ouverture de la data room, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a enregistré déjà 53 inscriptions de groupes étrangers pour le nouvel appel à la concurrence portant sur sept blocs d'exploration-production. Un signal jugé encourageant pour la relance de l'amont pétrolier et gazier algérien.

Par Z R.

En effet, depuis le lancement officiel du Bid Round 2026 en avril dernier, et l'ouverture de l'accès à la salle de données virtuelle (Virtual Data Room) qui a suivi, 53 sociétés pétrolières internationales se sont déjà enregistrées auprès d'Alnaft pour consulter les informations techniques relatives aux sept blocs mis en concurrence. Un niveau de mobilisation que l'agence présente comme le signe d'un regain d'attractivité du domaine minier algérien auprès des investisseurs. Ce cycle d'attribution se distingue des précédents par plusieurs innovations réglementaires. Alnaft a notamment mis en place un « processus de nomination » des blocs, qui associe en amont les compagnies intéressées au choix des périmètres proposés, ainsi qu'un engagement à organiser des cycles d'appels d'offres plus fréquents et donc plus prévisibles. L'agence affiche l'ambition de bâtir une politique de licences plus lisible, pensée pour répondre aux attentes des majors internationales en matière de visibilité et de stabilité réglementaire.

Sept blocs, deux milliards de barils équivalent pétrole

Les périmètres mis aux enchères se situent dans les grands bassins producteurs du pays (Ouargla, Illizi, Touggourt et El Bayadh) pour un potentiel évalué à près de deux milliards de barils équivalent pétrole. Cer-



tains blocs recèlent des découvertes déjà identifiées, d'autres présentent un potentiel d'exploration jugé prometteur. Leur proximité avec des infrastructures de production existantes constitue un argument supplémentaire pour des compagnies soucieuses de limiter les coûts de développement. Il est à noter que le calendrier de cet appel d'offres coïncide avec une phase où les grands groupes pétroliers cherchent à sécuriser de nouveaux actifs en dehors des zones à risque géopolitique élevé, ce qui pourrait jouer en faveur de l'Algérie. Deux noms circulent déjà avec insistance à l'instar de le britannique BP, qui chercherait à revenir sur le marché algérien après en être sorti en 2024, et le norvégien Equinor, qui a exprimé son intérêt pour renforcer sa présence dans le pays à travers de nouveaux partenariats avec Sonatrach. D'autres grands groupes du secteur avaient égale-

ment fait acte de présence à Alger lors du lancement de l'appel d'offres en avril. Les compagnies disposent encore de plusieurs mois pour instruire les données mises à leur disposition avant le dépôt des offres, prévu en novembre. L'attribution des licences est quant à elle programmée pour janvier 2027. D'ici là, la véritable question reste de savoir si cet engouement affiché en amont se traduira par une concurrence réellement plus vive au moment du dépôt des offres, sachant que le cycle précédent, organisé en 2024, n'avait pas suscité une mobilisation comparable. Si la dynamique actuelle se confirme jusqu'à la clôture du processus, l'Algérie pourrait enregistrer un nombre de candidatures supérieur à celui de 2024, ouvrant une nouvelle étape pour le développement de son amont pétrolier et gazier.

GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ

Sonatrach relève ses prix de vente pour le mois d'août

Synthèse Z R.

La compagnie nationale Sonatrach a relevé ses prix officiels de vente (Official Selling Prices - OSP) du gaz de pétrole liquéfié (GPL) pour le mois d'août, dans un contexte de raffermissement de la demande sur les marchés internationaux et de hausse des cours mondiaux. Selon des informations rapportées vendredi par l'agence Reuters, citant des opérateurs du marché, les prix officiels de vente du GPL de Sonatrach ont enregistré des hausses

comprises entre 19 % et 23 %. Dans le détail, le prix officiel de vente du propane a été relevé de 100 dollars par tonne pour s'établir à 540 dollars la tonne, tandis que celui du butane a augmenté de 90 dollars par tonne, atteignant désormais 570 dollars la tonne. Cette révision intervient dans un contexte de reprise de la demande mondiale en gaz de pétrole liquéfié, qui soutient les prix sur les principaux marchés internationaux. Dans le même temps, la compagnie saoudienne Saudi Aramco a également procédé à une révision à la

hausse de ses prix officiels de vente du GPL pour le mois d'août. Selon la même source, le prix du propane a été augmenté de 40 dollars par tonne, à 620 dollars la tonne, tandis que celui du butane a également progressé de 40 dollars pour atteindre 640 dollars la tonne, soit une hausse comprise entre 6 % et 7 %. Le propane et le butane, les deux principales composantes du gaz de pétrole liquéfié, sont largement utilisés comme carburants, pour le chauffage domestique ainsi que comme matières premières dans l'industrie pétrochimique. Les prix of-

ficiels de vente (OSP) de Sonatrach constituent des références pour les marchés de la Méditerranée et de la mer Noire, notamment la Turquie, tandis que ceux fixés par Saudi Aramco servent de référence pour les contrats d'approvisionnement en GPL à destination des marchés d'Asie-Pacifique. L'évolution des prix officiels des deux compagnies est suivie de près par les opérateurs, dans la mesure où elle influence les transactions régionales et reflète les tendances de l'offre et de la demande sur le marché international du GPL.

R E.

APPROVISIONNEMENT RÉGULIER DU MARCHÉ NATIONAL

Naftal rassure sur la disponibilité des pneumatiques

Naftal a réaffirmé son engagement à assurer un approvisionnement régulier du marché national en pneumatiques, en annonçant que l'ensemble des pneumatiques destinés aux véhicules légers et lourds est disponible en quantités suffisantes à travers son réseau de points de vente réparti sur l'ensemble du territoire national. Dans un communiqué publié hier, l'entreprise indique que cette démarche s'inscrit dans le cadre de sa

mission visant à garantir la continuité de l'approvisionnement et à répondre aux besoins des professionnels du transport dans les meilleures conditions. Naftal a précisé que cette disponibilité concerne l'ensemble des catégories de pneumatiques commercialisées par son réseau et qu'elle permet de satisfaire la demande des opérateurs économiques et des transporteurs. Le groupe a souligné également qu'il répond favorablement et dans les meil-

leurs délais aux sollicitations des représentants des professionnels du transport. Selon la même source, Naftal poursuit la mise en œuvre du plan d'action conjoint arrêté avec les représentants de la profession. Ce dispositif repose sur un suivi régulier des mesures engagées afin de répondre efficacement aux besoins des transporteurs et de consolider le partenariat établi avec les acteurs du secteur sur la base du dialogue, de la confiance et de la concer-

tation. À cette occasion, Naftal renouvelle son engagement à poursuivre sa mission économique et de service public à travers son réseau national de distribution. L'entreprise affirme également sa volonté de maintenir une coordination permanente avec l'ensemble de ses partenaires afin de contribuer à la préservation de l'intérêt général et au soutien de l'activité économique nationale.

S R.

SONELGAZ

La ligne haute tension Béchar-Béni Ounif rétablie en quatre heures

Le groupe Sonelgaz a indiqué, dans un communiqué, que les équipes de maintenance ont achevé, aux premières heures de la matinée de samedi, les travaux de remplacement du conducteur de la ligne à haute tension (60 kV), permettant la remise en service de la ligne seulement quatre heures après le lancement de l'opération. Cette intervention s'inscrit dans le cadre du programme de maintenance et de modernisation du réseau de transport de l'électricité, visant à assurer la continuité de l'alimentation électrique et à renforcer la stabilité du réseau. Sonelgaz a indiqué que les travaux ont débuté à 4h00 du matin, après la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels ainsi que des équipes techniques spécialisées, qui sont intervenues sur le terrain. L'opération s'est achevée vers 8h00, permettant la remise en service normale de la ligne électrique. Cette intervention fait suite aux opérations précédemment menées par les équipes techniques de la Direction de distribution de Béchar, qui avaient réalisé des travaux de maintenance et de réparation sur la ligne à haute tension (60 kV) reliant Béchar à Béni Ounif, laquelle alimente cette daïra en électricité. Ces travaux, effectués conformément aux normes techniques en vigueur, ont permis le rétablissement complet de l'alimentation électrique, ajoute la même source. Les travaux se sont déroulés en présence du wali de la wilaya de Béchar, du commandant du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale, du directeur général adjoint du Pôle Distribution de Béchar ainsi que du directeur de la distribution. Les responsables ont suivi le déroulement de l'intervention sur le terrain et les efforts déployés par les équipes techniques, qui ont réussi à achever les travaux dans des délais réduits afin d'assurer la continuité du service public. Sonelgaz a souligné, par ailleurs, que ces interventions illustrent le niveau de coordination et de complémentarité entre les différentes filiales du groupe, dans le cadre de ses efforts visant à renforcer la fiabilité du réseau national de transport de l'électricité et à garantir la stabilité ainsi que la continuité de l'approvisionnement en énergie au profit des citoyens, à travers la poursuite de ses programmes de maintenance et de développement conformément aux normes techniques en vigueur.

R E.

AÏN TÉMOUCHENT
**Réception d’un nouveau
dépôt de proximité pour
la collecte des céréales à
Sidi Benadda**

Le secteur de l'agriculture de la wilaya d'Aïn Témouchent s'est renforcé avec la réception d'un nouveau dépôt de proximité destiné à la collecte des récoltes céréalières dans la commune de Sidi Benadda, a indiqué jeudi le directeur des Services agricoles (DSA), Faouzi Messar. D'une capacité de stockage de 50.000 quintaux, cette nouvelle infrastructure s'inscrit dans le cadre du programme national de renforcement des capacités de stockage des céréales, mis en œuvre en vue de consolider la sécurité alimentaire, a précisé le même responsable. Ce dépôt fait partie du programme sectoriel dont a affecté la wilaya en 2025, portant sur la réalisation de neuf dépôts de proximité prévus au stockage des céréales, pour une capacité globale additionnelle de 450.000 quintaux, at-il ajouté. M. Messar a rappelé qu'au début du deuxième semestre de l'année en cours, le secteur avait déjà reçu trois infrastructures similaires dans les communes d'Oued Sebbah, Tamazoura et Terga, dans le cadre de ce même programme actuellement en cours de réalisation. Ces nouvelles infrastructures contribueront à décongestionner les points de collecte, à rapprocher les capacités de stockage des exploitations agricoles et à assurer de meilleures conditions de conservation des récoltes, tout en facilitant le déroulement de la campagne de moisson-battage. Les deux Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) de Hammam Bouhadjar et d'Aïn Témouchent disposent actuellement d'une capacité globale de stockage de 678.000 quintaux. Les nouveaux dépôts de proximité reçus dans le cadre de ce programme constituant ainsi un apport important au renforcement des capacités de stockage de la wilaya, a souligné le directeur des Services agricoles.

ILLIZI
**Lancement d’un projet
de raccordement de 240
foyers au réseau de gaz
naturel à Debdab**

Un projet de raccordement de 240 foyers dans la commune de Debdab (wilaya d'Illizi) au réseau de gaz naturel a été lancé jeudi, dans le cadre d'un programme visant à renforcer la couverture de cette localité et à améliorer le cadre de vie des citoyens, a indiqué un communiqué de la direction locale de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Ce projet, dont le coup d'envoi des travaux a été donné par le wali délégué de la circonscription administrative de Debdab, Nasserddine Osmani, porte sur la réalisation de 9,477 km de réseau de distribution de gaz naturel et 240 branchements au profit des habitants des groupements ruraux 5 et 6, a précisé la même source. Dotée d'une enveloppe de plus de 39 millions de DA, cette opération sera réalisée dans un délai de 180 jours. Une fois opérationnel, ce projet permettra aux habitants concernés de bénéficier du gaz naturel, améliorant ainsi leurs conditions de vie et les affranchissant de la dépendance aux bouteilles de gaz butane, selon le communiqué.

APS

SKIKDA
**La commune de Hamadi Krouma en
pleine dynamique de développement**

De nombreuses opérations de développement liées à la plupart des secteurs d'activités sont en cours à un rythme soutenu dans les villages et groupements d'habitation de la commune de Hamadi Krouma, dans la wilaya de Skikda.

La dynamique de développement imprimée à cette collectivité située au sud-est de Skikda porte sur, entre autres actions, l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) des différentes mechtas souffrant d'un déficit en la matière, a déclaré à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Tarek Redjem. C'est ainsi qu'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 m3 a été mis en service, parallèlement à la réception d'un nouveau réseau de distribution de cette ressource vitale. Ce projet a permis de fournir de l'eau potable aux habitants de trois mechtas, en attendant l'alimentation d'un village de 200 personnes, situé dans la zone d'El Kassia qui pourra bénéficier du précieux liquide, dès cet été, avec la mise en service d'un second réservoir de 500 m3. M. Redjem a affirmé que les services de la commune s'emploient à l'heure actuelle à fournir de l'eau potable aux habitants de ce village au moyen de citernes en attendant la réception du projet mentionné.

Le président de l'APC a également fait savoir que la commune de Hamadi Krouma a procédé à la rénovation et la réhabilitation des réseaux d'assainissement de plusieurs quartiers de la commune, en particulier les grandes cités telles que Hamrouch-Hamoudi, Hamadi Krouma-centre et Hadhbat-Messouna. Il a, en outre, indiqué que la commune accorde une importance particulière au secteur de la jeunesse et des sports qui a bénéficié de plusieurs opérations, parmi lesquelles la rénovation de 6 terrains de proximité, leur équipement et leur revêtement en gazon synthétique, en plus du lancement de deux opérations portant sur la construction de nouveaux terrains de ce type dans les cités Hamrouche-Hamoudi et Alloua. S'agissant de la cité Hamrouche-Hamoudi, la plus importante de la ville de Hamadi Krouma, des opérations d'envergure liées au secteur de la jeunesse et des sports sont en cours de concrétisation pour être réceptionnées avant fin 2026, à l'image des projets de réhabilitation du stade

communal et de construction d'une salle omnisports. M. Redjem a, d'autre part, fait savoir que le secteur des travaux a eu une large part de l'effort de développement avec la réhabilitation et l'entretien d'environ 60 kilomètres de routes dans différents quartiers, agglomérations et mechtas, contribuant ainsi à améliorer la circulation automobile et à désenclaver de nombreuses zones. Le secteur de l'éducation a également bénéficié d'une attention particulière qui s'est traduite, au cours des deux dernières années, par la réalisation de quatre cantines scolaires, de quatre classes d'extension et de plusieurs aires de jeux, en plus de nombreuses actions de réhabilitation d'établissements scolaires. La commune a lancé, dans le même ordre d'idées, une vaste opération de renouvellement des équipements des écoles primaires. Une opération devant être généralisée, selon le président de l'APC, à toutes les écoles primaires dès la prochaine rentrée scolaire.

APS

BORDJ BOU ARRERIDJ
**45 chasseurs ayant obtenu l’attestation d’habilitation
pour le permis de chasse**

Des attestations d'habilitation à être titulaire d'un permis de chasse ont été remises à 45 chasseurs à Brodj Bou Arreridj au terme de la 14ème session de formation organisée récemment, à-on informé jeudi auprès de la Conservation des forêts. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication à cette conservation, Faiz Bendjedou, a précisé que cette session organisée au centre de loisirs scientifiques Benhalla-Ali par la conservation des forêts en coordination avec la fédé-

ration de wilaya des chasseurs a initié les participants aux connaissances juridiques, techniques et écologiques nécessaires pour pratiquer la chasse conformément à la réglementation en vigueur et renforcer leur conscience de l'importance de la préservation des ressources cynégétiques et de la biodiversité. Cette formation de trois jours a été constituée de cours théoriques et pratiques donnés par des cadres de plusieurs secteurs sur la législation relative à la chasse (les infractions et les sanctions prévues), les es-

pèces animales protégées et menacées d'extinction et le gibier autorisé à la chasse. Les chasseurs ont été également initiés aux maladies communes à l'homme et aux animaux, aux principes des premiers secours, à l'utilisation sécurisée des armes et des munitions et aux règles de sécurité pendant l'exercice de la chasse, à-on indiqué. M. Bendjedou a également rapporté que la formation a insisté également sur le rôle du chasseur dans la protection des systèmes écologiques, la préservation de la flore et de la faune et le si-

APS

BATNA
**Ouverture de 2 bureaux de poste et lancement prochain
de la réalisation de 2 autres**

Deux nouveaux bureaux de poste ont été mis en service 2026 et des travaux seront lancés dans les prochains jours pour aménager courant des locaux appelés à abriter deux autres bureaux de poste, à-on informé jeudi auprès du directeur de la poste et des télécommunications. Dans une déclaration à l'APS, M. Abdeslam Attia a précisé que les deux nouveaux bureaux de postes ouverts dernièrement dans les communes de Tazoult et d'El Djezzar étaient réclamés par les habitants, ajoutant que plusieurs locaux seront aménagés dans les deux communes de Talkhamt et de N'gaous (localité de

Fenaro) pour abriter deux autres bureaux de poste. Cette opération s'inscrit dans le cadre du rapprochement des services postaux des citoyens, notamment des localités reculées, selon le même responsable qui a souligné que 10 bureaux de poste ont été mis en service entre 2021 et 2025 dans plusieurs communes. La wilaya de Batna compte 156 bureaux de poste dont deux mobiles, selon la même source qui a augmenté la densité postale dans la wilaya à un bureau pour 9.885 habitants (inférieure à la moyenne nationale d'un bureau pour 10.500 habitants) grâce aux projets réalisés à ce jour. Le même responsable a relevé que les travaux

de réhabilitation ont touché au cours des cinq dernières années 16 bureaux de poste afin d'améliorer les conditions d'accueil des citoyens et de travail des employés. La wilaya compte également 73 distributeurs automatiques de billets de banque dont 4 mis en service au cours de cette année, selon la même source qui a fait état de l'inscription d'un projet d'aménagement d'un espace libre de distributeurs automatiques dans la commune d'Ain Touta dont les procédures administratives sont en cours et qui sera à terme le troisième du genre dans la wilaya

R E.

MASCARA
**Perturbation de l’alimentation en eau potable dans le chef-lieu
de la wilaya en raison de travaux de maintenance**

La ville de Mascara connaît, à partir de ce vendredi, une perturbation dans l'alimentation en eau potable en raison de travaux de maintenance et de réparation d'une fuite d'eau, selon un communiqué de l'unité locale de l' (ADE). Selon la même source, cette perturbation touche les différents quartiers de la ville de Mascara, y compris les agglomérations secondaires de " Nouari Hamou"et "

Slatna ", ainsi que des zones rurales relevant de la même commune. Cette situation est due à des travaux engagés ce vendredi pour réparer une importante fuite d'eau au niveau de la station de pompage n 4 du système de transfert MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), qui alimente le chef-lieu de la wilaya. Le retour progressif à une alimentation normale en eau potable dans les zones

concernées interviendra immédiatement après l'achèvement de ces travaux, précise le communiqué. L'unité locale de l'Algérienne des Eaux a également mobilisé des camions-citernes afin d'assurer l'approvisionnement en eau potable des habitants des agglomérations urbaines et rurales de la commune de Mascara durant cette période de perturbation, conclut le communiqué.

APS

Compétitivité et investissement social

2^e partie

La société en investissant, s'investit et est investie. Elle investit de sa vie, de son temps, de son énergie (mais aussi de son inertie) et de son argent. Sa vie est investie de nombreux autres êtres qu'humains qu'elle s'est appropriés. Comment est réparti son effort ? Comment l'ensemble de ses investissements font-ils corps, sa force ou sa faiblesse ? Que faut-il entendre donc par « investissement social » ? Toutes les sociétés ne sont pas dotées de la même manière, ne font pas la même chose de leur argent, de leur temps et de leur vie. Quels rapports établissent-elles entre ce qui les compose dans leur compétition et face changements de la vie matérielle ?

Par David Martin (*)

Les charges sociales augmentent et la compétitivité ne concerne qu'une faible partie de la force de travail. Le contexte ne permet pas une telle transformation. Au moment où le monde occidental croyait avoir gagné la guerre idéologique, se reposant comme sur ses lauriers, il se rend compte qu'il a perdu sa compétitivité. De par sa propension à consommer, sa propension à exporter s'est retournée en propension à importer. Pourra-t-il retrouver une propension à investir qui puisse transformer les conditions de la compétition ? L'État-providence défié par l'État développementaliste est en jeu.

Investissement social et système social

En comparant deux systèmes, celui européen et celui de l'Asie de l'Est, on peut distinguer deux définitions différentes de l'investissement social. Une première qui confond investissement social et investissement public dans les secteurs sociaux. Une seconde qui associe investissement dans le social et investissement privé dans les secteurs sociaux. Ces deux définitions relèvent de deux États différents : la première de l'État providence de type occidental, la seconde de l'État développementaliste de type asiatique[2]. Mais pourquoi dans l'État-providence l'« investissement social » est-il public et confondu avec l'investissement dans le social alors que dans l'État développementaliste l'investissement dans le social, distinct de l'investissement social, est-il privé ? La réponse apportée jusqu'ici est que le premier investit dans la compétitivité des personnes, le capital humain, et le second dans les conditions de la compétitivité. La compétitivité sociale ne met pas en cause la seule forme du capital humain, mais la compétitivité de la société dans son ensemble, dans sa manière d'investir son temps, son argent et sa vie, et dans la manière dont tout cela lui permet de progresser dans l'investissement.

Arrivé là, il faut se garder d'enfermer la définition de l'investissement social dans une définition limitée de la compétition. Il faut distinguer la compétition entre puissances productives et la compétition entre sociétés. La seule puissance productive ne suffit pas à faire la différence dans la compétition entre les sociétés.

Dans les systèmes sociaux et politiques, l'investissement de la société dans la production est matériel et immatériel, celui immatériel consiste en un investissement d'une énergie sociale et d'un savoir dans la production. Cette énergie

sociale est une partie de l'énergie que la société engage dans la compétition. Si une société ne dispose que d'une faible énergie à investir dans la compétition, celle qu'elle pourra accorder à la production en sera affectée. Si une société n'a pas l'énergie sociale pour se défaire d'une production qui n'est plus soutenable, elle ne pourra pas disposer de l'énergie nécessaire au développement d'une nouvelle production. Il nous faut distinguer donc énergie investie dans la production et énergie investie dans la compétition.

La différence de l'énergie sociale mise dans la compétition de celle mise dans la production se manifeste dans l'énergie mise dans le savoir, savoir-être et savoir-faire. L'énergie sociale mise à s'adapter aux transformations de la vie matérielle et des conditions de la compétition. La société est dans la vie matérielle, ses transformations, elle s'adapte et configure ce qui lui est donné de pouvoir sur la compétition et la vie matérielle.

La séparation de la société et de l'économie dans les sociétés libérales explique la faible implication de l'énergie sociale mise dans la compétition par la société dans celle de la production. Cela se manifeste dans une dégradation du capital social[3]. Dans la société capitaliste caractérisée par une séparation du travail et du capital et une classe capitaliste héréditaire, on peut dire que l'intensité de cette énergie sociale est mesurée dans celle de l'exploitation de la force de travail. L'antagonisme du capital et du travail que tente de colmater le nationalisme mine l'implication de la société dans la production du fait de la soumission de la compétition à la reproduction de classes. On peut constater dans la conjoncture mondiale actuelle une certaine impuissance occidentale de la puissance productive qui se traduit par une crise de l'État providence. Le travail s'attache à la consommation et le capital se détourne de la production vers la spéculation financière.



Investissement social et taux d'investissement matériel

Les puissances occidentales reprochent à la Chine de déséquilibrer les rapports mondiaux en investissant dans la surproduction et en freinant la consommation. Elles lui reprochent de faire ce qu'elles ont fait avant de substituer au moteur de l'exploitation de leur force de travail celui de la consommation mondiale. C'est leur surproduction qui a détruit la production des anciens pays colonisés. C'est par leur surproduction qu'elles ont ensuite dominé la production mondiale. Ce n'est qu'ensuite que leur compétition procédant à des délocalisations de la production a conduit à la délocalisation des chaînes de valeur. Parce qu'elles n'ont pas vu que la compétitivité des sociétés qui ont accueilli ces délocalisations de la production pouvait transformer ces délocalisations de la production en délocalisation des chaînes de valeur. C'est leur compétitivité sociale qui a conduit à une imitation innovante lors des délocalisations. Le capital financier et le capital humain occidental ont perdu leur domination sur les chaînes de valeur mondiales. La Chine surproduit pour élargir la base de son apprentissage, de son incorporation du savoir-faire mondial, accélérer son assimilation, et se donner les conditions de l'innovation. Pour préserver la supériorité de sa puissance productive, l'Occident a substitué au moteur de l'exploitation de la force de travail occidentale celui de la consommation occidentale. Maintenant que la propension occidentale à consommer est devenue une propension à importer avec les délocalisations et la montée en puissance de l'innovation non occidentale, l'on peut se demander si à l'avenir, la consommation peut rester un moteur de la croissance. Les besoins en investissements face à la crise climatique exigent de nouvelles

propensions sociales auxquelles les habitudes sociales résistent.

L'intérêt à brève échéance des puissances occidentales à réduire la pression de la compétition chinoise est évident. Elles lui reprochent ses subventions à la production, son taux de change sous-évalué et la faiblesse de son système de protection sociale. Le potentiel de consommation de la Chine est réel, mais la Chine a-t-elle intérêt à faire de la consommation le moteur de sa croissance si son objectif est d'accroître sa part dans la production mondiale et si la tendance mondiale est à la contraction du pouvoir d'achat des pays riches ? L'heure pour la Chine, les pays émergents et les pays riches, est-elle à la consommation ? Quand on parle d'investissement social d'un point de vue économique, on devrait donc d'abord prendre en compte la propension des sociétés à investir dans la production. Autrement dit, leur préférence à différer leur consommation. L'Occident a vécu sur le mythe d'une croissance infinie du pouvoir d'achat, il a fait de la consommation le moteur de sa croissance. Il a investi pour lui-même en même temps que d'autres investissaient dans la production pour sa consommation. Investissement dans le progrès technologique et désinvestissement dans la production. La Chine étend sa production, s'incorpore le progrès technologique américain pendant que le progrès technologique perd sa base productive en Occident. Le moteur de l'investissement se dissocie du moteur de la consommation. L'investissement financier, de spéculatif, s'est détourné de l'investissement productif au lieu de le soutenir. Les pays émergents doivent développer une propension à investir dans la production afin de transformer la structure mondiale de la production, mais surtout parce qu'investir dans la production est la condition nécessaire pour investir dans le savoir. Produire pour apprendre et non pour s'attacher à une consommation, l'avenir de la production étant incertain. L'Occident croyait tenir la structure mondiale de la production et ses chaînes de valeur sous la domination du capital financier et du progrès technologique. Il a accepté une délocalisation de sa production en Asie de l'Est pour combattre le communisme et accroître son pouvoir d'achat. Mais l'Asie de l'Est s'est soustraite de la domination du capital financier occidental et a développé ses formes de capitaux.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

TUNISIE

1,48 milliard USD de
revenus
d’exportation d’huile
d’olive en 8 mois

Portée par une demande internationale insatiable, l’huile d’olive tunisienne s’impose plus que jamais comme un pilier de l’économie nationale. Entre novembre 2025 et juin 2026, la Tunisie a enregistré des résultats records, avec une envolée des recettes de 45 % et une progression spectaculaire des volumes exportés de 56,7 %. Un succès qui met en lumière la compétitivité du « liquide d’or » tunisien, tout en soulevant l’enjeu crucial de la valorisation de la marque Tunisie à l’international.

La dynamique est réelle et chiffrée. Selon l’Observatoire national de l’agriculture (ONAG), les huit premiers mois de la campagne 2025-2026 ont généré 4,39 milliards de dinars des exportations d’huile d’olive soit environ 1,48 milliard de dollars. Cette hausse impressionnante de 45 % en valeur reflète non seulement une demande soutenue, mais surtout une augmentation significative des volumes expédiés, qui atteignent 352 000 tonnes, soit une progression de 56,7 % sur un an. Sur la carte mondiale de l’or vert, l’Union européenne conforte sa place de partenaire privilégié en absorbant 56,8 % des exportations. L’Amérique du Nord suit avec 24,2 %, devant l’Asie (11,3 %) et l’Afrique (3,9 %). Les exportations d’huile d’olive de cette année ont été exceptionnelles, ce qui a permis d’enregistrer des recettes d’exportation records. Malgré les années successives de sécheresse, la Tunisie a réussi à augmenter sa production. Nous avons observé un phénomène positif, puisque de plus en plus d’agriculteurs plantent des oliviers dans des zones irriguées. La qualité de l’huile d’olive tunisienne figure parmi les meilleures du bassin méditerranéen.

Les experts saluent cette performance : ces devises constituent une bouffée d’oxygène pour la balance commerciale de la Tunisie et renforcent la stabilité macroéconomique. Pour la filière, cette réussite est un moteur d’emploi et d’investissement. Le défi est désormais clair : transformer cette puissance quantitative en atout qualitatif. Si la Tunisie s’impose sur les marchés, elle doit accélérer le virage vers le conditionnement sous marques tunisiennes pour capter une plus grande valeur ajoutée, plutôt que de se limiter à l’exportation en vrac.

R. I.

EGYPTE

Le FMI valide la 7^e revue du
programme égyptien et débloque
1,8 milliard de dollars

Accordés au titre de la Facilité élargie de Crédit (FEC), les 1,5 milliard de dollars s’ajoutent à l’approbation de la seconde revue de l’accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) de 272 millions de dollars, ouvrant la voie au décaissement immédiat d’environ 1,8 milliard de dollars. Avec cette nouvelle tranche, le montant total des financements accordés à l’Egypte dans le cadre des deux programmes atteint environ 7,3 milliards de dollars.

Synthèse Rédaction Internationale

Avec cette nouvelle tranche, le montant total des financements accordés à l’Egypte dans le cadre des deux programmes atteint environ 7,3 milliards de dollars sur les 9,3 milliards prévus par les deux programmes de soutien, qui doivent prendre fin en octobre et en décembre 2026, selon un précédent communiqué du FMI. L’institution, qui n’a pas encore publié le rapport détaillé des experts sur la 7^{ème} revue, salue « la résilience de l’économie égyptienne face aux répercussions de la guerre au Moyen-Orient, tout en appelant à accélérer les réformes structurelles afin de renforcer le rôle du secteur privé ». Cette résilience s’explique par les mesures rapides adoptées par les autorités, notamment la flexibilité du taux de change, les ajustements des prix de l’énergie et les efforts engagés pour maîtriser les dépenses publiques. L’institution relève également la poursuite de la reprise économique. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a atteint 5 % au troisième trimestre de l’exercice 2025-2026, portant la progression moyenne des neuf premiers

mois à 5,2 %. Sur l’ensemble de l’exercice, la croissance devrait s’établir autour de 4,6 %, soit un niveau très proche des prévisions formulées lors des précédentes revues du programme.

Cependant « d’importantes vulnérabilités persistent », a précisé le communiqué, citant la dette publique élevée, les besoins de financement importants et l’empreinte de l’Etat considérable.

Le taux d’inflation global a atteint 15,2 % en mars avant de redescendre à 14,3 % en juin.

Le FMI considère néanmoins que les pressions inflationnistes demeurent importantes et estime que le retour à l’objectif fixé par la Banque centrale d’Egypte prendra environ une année de plus que prévu. Le FMI salue également les performances budgétaires enregistrées par l’Egypte.

Des perspectives favorables

Pour l’exercice 2026-2027, le FMI prévoit un léger ralentissement de la croissance à 4,4 %, principalement en raison des effets différés des tensions régionales sur l’investissement, des coûts de production plus

élevés et du maintien d’un climat d’incertitude. L’institution met également en garde contre plusieurs risques, notamment une éventuelle aggravation de la situation géopolitique au Moyen-Orient, susceptible d’alimenter les pressions inflationnistes mondiales, de durcir les conditions financières et d’accroître les tensions sur les finances publiques et les comptes extérieurs de l’Egypte.

Une amélioration du contexte régional, une reprise plus rapide de l’activité du Canal de Suez et une accélération des réformes économiques pourraient soutenir la croissance et renforcer la confiance des investisseurs.

Le directeur général adjoint du FMI, Nigel Clarke, a souligné que « la poursuite d’une politique monétaire rigoureuse, le maintien de la discipline budgétaire, la flexibilité du taux de change ainsi que l’application résolue de la politique de propriété de l’Etat et du programme de privatisations demeurent indispensables pour préserver la stabilité macroéconomique, réduire le poids de l’Etat dans l’économie et favoriser une croissance durable tirée par le secteur privé ».

MAURITANIE

L’indice national l’autonomisation de la jeunesse
a atteint de 60,5 % en 2026

Le ministre de l’Autonomisation des jeunes, de l’Emploi, des Sports et du Service civique, M. Mohamed Abdallahi Ould Louly a présidé, ce mercredi à Nouakchott, La cérémonie d’ouverture d’un atelier consacré à la présentation du document de référence de l’Indice national d’autonomisation des jeunes. Dans le

discours qu’il a prononcé, à cette occasion, le ministre a annoncé que la valeur globale préliminaire de l’indice pour l’année 2026 s’établit à 60,5 points sur 100, répartis sur cinq axes principaux. Le domaine de l’éducation et de la formation enregistre le meilleur résultat de 69,5 %, a-t-il avant d’ajouter que celui de la santé et

des sports affiche le score le plus faible avec 46,1 %. Il a assuré que les autorités ambitionnent d’améliorer ces performances au cours des prochaines années. Le ministre a précisé que cet indice ne constitue pas un simple outil statistique, mais qu’il traduit les orientations de Son Excellence le Président

de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à faire passer les jeunes du statut de « groupe cible » des politiques publiques à celui d’« acteur principal » du développement.

Agence

LIBYE

La NOC dément que son gaz est exporté au détriment des Libyens

Face aux coupures d’électricité récurrentes, des Libyens ont conclu que leur gaz était exporté vers l’Europe au lieu de les alimenter. Une conviction qui a conduit à la prise d’assaut du complexe pétrogazier de Mellitah, suivie d’une interruption dans son fonctionnement.

En Libye, les manifestants qui ont fait irruption lundi 27 juillet dans le complexe pétrolier de Mellitah lundi pour y arrêter les exportations de gaz vers l’Italie, ont agi sur la base d’une idée fausse. Mercredi 29 juillet, la National Oil Corporation (NOC) est montée au créneau pour rectifier les faits. Selon la compagnie pétrolière publique, les exportations vers l’Italie via le gazoduc Greenstream ne dépassent pas 10 % de la part contractuelle d’Eni, a rapporté Libya Observer.

Dans un communiqué, la NOC a expli-

qué la mécanique contractuelle derrière ces exportations. Concrètement, le contrat prévoit que l’entreprise italienne reçoive du gaz naturel et des condensats extraits des champs de Wafa, dans le désert libyen, et de Bahr Essalam, en mer, en échange de leur développement. Une part dont la NOC rachète 90 % en été pour alimenter le marché domestique. Seuls 10 % sont effectivement exportés vers l’Italie. Mais la demande intérieure libyenne qui explose pendant la période estivale, a conduit la NOC à racheter la quasi-totalité de cette part pour l’affecter au marché domestique. « La priorité est donnée à l’approvisionnement intérieur sans violer les obligations contractuelles », indique l’entreprise publique. Cette dernière a par ailleurs précisé que les flux via Greenstream sont maintenus à un niveau minimal pour des raisons techniques. Un arrêt total du gazoduc

suivi d’une reprise poserait des défis techniques importants, engendrerait des coûts élevés et ferait courir des risques aux infrastructures. Ainsi en bloquant les activités du complexe, les manifestants ont donc coupé l’approvisionnement en gaz des centrales électriques libyennes, aggravant précisément la crise qu’ils dénoncent.

Des exportations qui ont
chuté de 85 % en dix ans

Les chiffres confirment que la Libye exporte aujourd’hui peu de gaz vers l’Europe. Les exportations via Greenstream sont en effet passées de près de 700 millions de pieds cubes par jour en 2015 à moins de 100 millions en 2025, rapporte Libya Tribune. En volume annuel, les livraisons vers l’Italie ont chuté à environ un milliard de mètres cubes en 2025,

contre 1,4 milliard en 2024, selon le magazine économique arabe Al Majalla. Par ailleurs, la part de la Libye dans le mix gazier européen est tombée à seulement 0,3 % en 2025, contre environ 3 % au début des années 2010, indique Libya Tribune. Cette chute s’explique par la hausse de la demande intérieure et les perturbations récurrentes de la production. Le gazoduc Greenstream a une capacité de 8 milliards de mètres cubes par an. Pour tenter d’inverser cette tendance, Eni et la NOC développent le projet Structures A&E, dont le démarrage est prévu en 2027 avec un plateau de production attendu à 750 millions de pieds cubes par jour, selon Eni. Si le calendrier est respecté, ce projet pourrait à la fois renforcer l’approvisionnement intérieur et contribuer à relancer les exportations vers l’Italie.

OUGANDA

Un projet industriel de 200 millions \$ pour renforcer la transformation du café

L'Ouganda est le deuxième producteur de café en Afrique après l'Éthiopie. Alors que la majorité de la production est exportée sous forme brute, Kampala encourage les investissements sur le segment de la transformation pour stimuler la création de valeur ajoutée dans la filière.

Synthèse Rédaction Internationale

En Ouganda, le district de Nakaseke devrait bientôt accueillir un complexe industriel baptisé « Nonda Coffee Park », dédié à la transformation du café. C'est ce qui ressort d'une rencontre qui s'est tenue le 27 juillet dernier entre le président Yoweri Museveni et Tonny Miiro Kibuuka, le porteur du projet. Selon un communiqué du gouvernement, les travaux de construction du complexe sont prévus pour démarrer en octobre prochain sur un site de 40 hectares basé à Butalangu et le projet devrait être achevé dans un délai de 24 mois.

Un partenariat public privé de 200 millions \$ avec des capitaux saoudiens

Il est prévu que le Nonda Coffee Park ait une capacité annuelle de transformation de 42 000 tonnes de café, ce qui en ferait

l'une des plus importantes unités de ce type en Afrique de l'Est et en Afrique centrale. D'après M. Kibuuka ce projet représente un investissement global estimé à 200 millions \$. Alors que le gouvernement ougandais devrait mobiliser 44 millions \$, le reste du financement sera apporté par des investisseurs privés saoudiens. « Le projet s'inscrit dans le cadre du Great Uganda-Saudi Coffee Corridor, une initiative portée par le programme Value-at-Source Coffee Project, qui vise à développer la transformation locale afin que le pays capte une plus grande part de la valeur ajoutée de son principal produit agricole d'exportation », peut-on lire dans le communiqué. Au-delà du développement des capacités industrielles, le projet ambitionne de renforcer la présence du café ougandais sur les marchés internationaux. Selon ses promoteurs, la production de la future usine est déjà destinée au marché saoudien et le projet pourrait gé-

nerer plus de 800 millions \$ de revenus annuels une fois opérationnel.

Un coup de pouce aux ambitions à l'exportation

Cette annonce intervient alors que Kampala cherche à accroître ses ventes de café. C'est dans cette optique que le ministère de l'Agriculture a conclu, en mai dernier, un partenariat avec l'entreprise turque Kafe Kavit afin d'accroître les exportations de café ougandais vers la Turquie. Alors que l'Ouganda exporte plus de 98 % de son café sous forme brute vers les marchés internationaux, le développement de projets comme Nonda Coffee Park, orienté vers l'exportation, peut augmenter les recettes. Rappelons que la filière ougandaise a placé près de 516 000 tonnes de fèves de café sur le marché international en 2025/2026, générant 2,3 milliards \$ de recettes.

ÉTHIOPIE

Le GERD fournit déjà plus de la moitié de l'électricité du pays

Malgré une production électrique presque doublée en sept ans, passant de 15,3 TWh en 2018 à 29,5 TWh en 2025, l'Éthiopie peine à étendre l'accès à l'électricité dans ses zones rurales. Dans ce contexte, l'un de ses principaux projets énergétiques renforce son poids dans le mix électrique national. En Éthiopie, le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD) s'impose comme un pilier du système électrique national. Selon Ethiopian Electric Power (EEP), l'ouvrage a fourni 51,5 % des 35 670 GWh produits par l'entreprise publique durant l'exercice budgé-

taire éthiopien 2018 (2025-2026), soit un apport d'environ 18 370 GWh. Avec une capacité installée de 5 150 MW, le GERD concentre à lui seul près de 53 % des capacités de production exploitées par Ethiopian Electric Power (EEP). Il devance largement la centrale hydro-électrique Gibe III, qui a assuré 17,8 % de la production d'électricité durant l'exercice, soit environ 6 350 GWh. La centrale de Beles arrive en troisième position avec près de 2 500 GWh, représentant 7 % du total. À eux seuls, ces trois ouvrages ont fourni 76,3 % de l'électricité produite par EEP, illustrant le rôle pré-

pondérant de l'hydroélectricité dans le système électrique éthiopien. « Ces résultats reflètent notre engagement à développer une énergie propre, fiable et durable pour l'Éthiopie », a déclaré Ephrem Woldekidan, responsable du secteur de la production chez EEP. L'entreprise présente également cette hausse comme un moyen de consolider la position du pays sur le marché régional de l'électricité. L'augmentation de la production ne règle cependant pas, à elle seule, le problème de l'accès à l'électricité. En 2024, seuls 56,6 % des Éthiopiens avaient accès à l'électricité,

selon la Banque mondiale. Le taux atteignait 95,1 % en milieu urbain, mais seulement 44,8 % dans les zones rurales. Au-delà du renforcement des réseaux de transport et de distribution, l'électrification de ces territoires éloignés nécessitera donc aussi des solutions décentralisées. La Banque africaine de développement (BAD) soutient déjà l'Éthiopie dans ce sens, en finançant des mini-réseaux solaires qui élargissent l'accès à l'électricité tout en accompagnant les activités économiques dans ces zones.

R I.

D'ICI 2036

Le Nigeria vise un triplement de sa production annuelle de noix de cajou

Au Nigeria, la filière anacarde est l'une des principales sources de recettes d'exportations agricoles avec le cacao. Si le pays figure déjà parmi les grands producteurs africains, il souhaite renforcer davantage son poids dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. Au Nigeria, la filière anacarde ambitionne de porter sa production annuelle de noix de cajou brutes à 1 million de tonnes sur les dix prochaines années. C'est ce qu'a révélé l'Association nationale de la noix de cajou du Nigeria (NCAN), à l'occasion de l'installation de ses responsables nationaux et des exécutifs des sections des États le mardi 28 juillet, selon les informations relayées par l'Agence nigériane de presse (NAN). Cette cible représente plus du triple de la production actuelle, estimée entre 300 000 et 350 000 tonnes par an. Une telle progression rapprocherait le Nigeria des performances de la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de noix de cajou avec une récolte annuelle qui tourne autour de 1,5 million de tonnes.

Selon Ademola Adesokan, président national de la NCAN, l'atteinte de cet objectif reposera notamment sur une meilleure implication des États producteurs. Il convient de noter que la noix de cajou est cultivée à travers 27 États et dans le Territoire de la capitale fédérale.

Une nouvelle feuille de route pour structurer la filière

L'annonce de cet objectif intervient quelques semaines après la validation par le gouvernement fédéral de la Feuille de route de l'industrie du cajou au Nigeria, adoptée le 15 juillet dernier. Cette stratégie vise à donner un cadre plus structuré au développement de la filière qui ne disposait jusque-là pas d'une politique coordonnée pour accompagner son expansion, selon le ministère de l'Agriculture. Parmi les mesures prévues figure la création d'un Bureau du projet cajou du Nigeria, chargé d'assurer la coordination entre les administrations publiques, les organisations professionnelles, les inves-

tisseurs et les partenaires au développement. Le gouvernement estime que cette feuille de route doit permettre d'améliorer les performances de la filière à travers l'augmentation de la production, l'amélioration des revenus des producteurs, le développement des investissements et le renforcement de la position du Nigeria sur les marchés internationaux. Elle prévoit également de favoriser une plus grande transformation locale de la production, alors que plus de 85 % des noix produites dans le pays sont actuellement exportées brutes. Mais avant de capter davantage de valeur sur les marchés, le principal défi reste d'abord d'augmenter durablement les volumes disponibles.

Une ambition confrontée à des défis structurels

L'objectif du million de tonnes intervient alors que la production nigériane de noix de cajou reste confrontée à plusieurs contraintes structurelles qui mi-

nent sa progression depuis plusieurs années. Selon un rapport publié en 2025 par AFEX Commodities Exchange, première bourse agricole privée du Nigeria, les volumes produits ont enregistré une tendance baissière depuis 2019, sous l'effet notamment d'une baisse des rendements. Pour expliquer cette dynamique, l'entreprise met en avant l'effet combiné de plusieurs facteurs, dont le vieillissement des plantations, l'accès limité aux variétés améliorées ainsi que les pressions liées aux ravageurs et aux maladies qui limitent les performances. Dans une analyse de la filière nigériane publiée un peu plus tôt en 2021, la Banque mondiale soulignait déjà que le manque de renouvellement des vergers avec des variétés plus productives a contribué au recul du Nigeria dans le classement des producteurs mondiaux. « Les rendements de la noix de cajou au Nigeria sont aujourd'hui inférieurs à ceux observés il y a vingt ans. La production a chuté rapidement entre 2010

RDC

Le pays veut faire du piment et du cacao des leviers pour stimuler l'exportation agricole

En RDC, le secteur agricole contribue à hauteur de 8 % au PIB et emploie environ 59 % de la population active. Dans le pays où les exportations restent largement dominées par le secteur minier et les hydrocarbures, l'agriculture représente un important levier de diversification économique. La République démocratique du Congo pourrait générer plus de 500 millions \$ de valeur commerciale annuelle grâce aux exportations de piment sec et de cacao vers la Chine. C'est ce qu'a annoncé Julien Paluku (photo), ministre du Commerce extérieur, dans une publication sur sa page X, lundi 27 juillet, précisant que les opportunités sur le marché du pays asiatique portent sur l'exportation de 180 000 tonnes de piment sec et 50 000 tonnes de cacao par an. Pour transformer cette opportunité en flux commerciaux durables, Kinshasa veut accélérer la structuration de la filière piment. Le ministère du Commerce extérieur appelle les acteurs de la filière à la création d'une Fédération nationale des producteurs et exportateurs de piment sec, l'identification des bassins de production et l'organisation des prod. Des mesures d'accompagnement sont également prévues pour faciliter l'intégration des producteurs et opérateurs économiques dans ces chaînes de valeur. « Pour connaître les modalités d'accompagnement et participer à cette dynamique, les producteurs et opérateurs économiques intéressés sont invités à se rapprocher du Cabinet du Ministère du Commerce extérieur ou de l'Agence nationale de promotion des exportations [ANAPEX] », ajoute M. Paluku. Contrairement au piment, encore peu structuré à l'export, il faut noter que le cacao constitue déjà le principal produit agricole exporté par la RDC.

R I.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street portée par Amazon pour clôturer un mois chahuté

La Bourse de New York a terminé la séance en hausse vendredi, soutenue par le bond d'Amazon après ses résultats séduisants, à l'issue d'un mois de montagnes russes entre reprise des hostilités au Moyen-Orient et craintes sur l'intelligence artificielle (IA).

Par R I/Agence

Le Dow Jones a pris 0,53%, le Nasdaq a gagné 1% et le S&P 500 s'est octroyé 0,70%. Les trois principaux indices de la place américaine s'affichent proches de leur niveau de fin juin. Dans l'ensemble, les résultats d'entreprises "continuent de surprendre très favorablement", commente auprès de l'AFP Sam Stovall, du cabinet CFRA. Poids lourd de la place américaine, Amazon s'est envolé de 15,32% vendredi après avoir présenté la veille des performances trimestrielles qui ont ravi les investisseurs. Ils ont notamment retenu la forte croissance de l'activité d'informatique à dis-

tance (cloud) et plus généralement des activités liées à l'IA. L'accueil enthousiaste du marché rappelle celui réservé un peu plus tôt dans la semaine aux résultats de Microsoft, qui ont montré que ses investissements, pour développer l'intelligence artificielle, n'entamaient pas sa marge. "On pourrait parler d'une réaction extrêmement polarisée sur les résultats" des géants technologiques américains, estime Sam Stovall. Le marché n'a en effet pas hésité à sanctionner vendredi Apple (-7,35%) en raison de prévisions jugées trop timides. Pour l'analyste, dans le fond "les investisseurs restent convaincus de la révolution technologique et de son impact significatif sur la croissance des béné-

fices, non seulement au cours du prochain trimestre, mais aussi dans les années à venir". Mais plusieurs épisodes de doutes, notamment sur les niveaux de valorisations de secteurs associés à l'IA comme les semi-conducteurs, ont entraîné de larges mouvements de ventes en juillet. Les performances trimestrielles de valeurs qui ont vu leur cours bondir depuis le début d'année comme AMD ou SanDisk seront à ce titre particulièrement scrutées dans les prochains jours. En parallèle, les évolutions du marché obligataire restent très surveillées. Le coût de la dette souveraine américaine à long terme (30 ans) continuait de grimper à 5,25% vers 20H30 GMT, un niveau plus vu depuis 2007. L'échéance à dix ans, la plus connue, se tendait à 4,71% contre 4,67% la veille, au plus haut depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche début 2025. Les cours du pétrole ont repris leur

marche en avant avec les attaques au Moyen-Orient, ravivant de nouveau les perspectives inflationnistes et chahutant régulièrement les actions américaines. Les investisseurs s'attendent notamment à ce que la banque centrale américaine (Fed) mette un coup de frein à la hausse des prix en relevant ses taux en septembre, après le statu quo décidé mercredi. Ailleurs à la cote, les géants pétroliers américains ExxonMobil (-0,97% à 155,44 dollars) et Chevron (+2,35% à 196,83 dollars) ont annoncé vendredi, sans surprise, des résultats en très forte hausse face à l'envolée des cours de l'or noir. Mais, pour ExxonMobil, l'essor du bénéfice net a été moins prononcé qu'attendu par les analystes dans un "marché volatil". Pour Chevron en revanche, rien n'est venu assombrir ses résultats trimestriels qui ont surpassé ceux de l'année précédente.

BOURSE ZURICH

les indices terminent la semaine sur une note négative

La Bourse suisse a terminé une séance en dents de scie sur une note négative vendredi. Après avoir encore évolué en vert jusqu'en début d'après-midi, le SMI a viré au rouge, plombé notamment par le repli de son poids lourds Nestlé. La saison des résultats s'est à nouveau cantonnée au marché élargi. Sur le front macroéconomique, la Banque du Japon (BoJ) s'est prononcée pour un statu quo sur ses taux d'intérêt, après avoir relevé en juin son taux directeur à 1%, au plus haut niveau depuis plus de trois décennies. En zone euro, l'inflation est légèrement remontée en juillet, atteignant 2,9% sur un an contre 2,8% le mois précédent, selon une première estimation d'Eurostat. En France, le renchérissement a progressé à 2,1% sur un an en juillet après 1,8% en juin, tirés par la hausse des prix des services et de ceux de l'énergie, en particulier du gaz et des produits pétroliers, a indiqué l'Insee. En Suisse, le commerce de détail suisse a enregistré au mois de juin une quasi-stagnation de son chiffre d'affaires, ce dernier ne progressant que de 0,5% sur un an et corrigé de l'effet des jours ouvrables et des jours fériés, a an-

noncé l'Office fédéral de la statistique (OFS). Nestlé pèse sur l'indice Le SMI a terminé en repli de 0,32% à 14'346,14 points, avec un plus bas à 14'324,59 et un 14'541,42. Le SLI a cédé 0,54% à 2289,83 points et le SPI 0,42% à 20'161,16 points. Sur les trente valeurs vedettes, 18 ont reculé et douze avancé. Holcim (-2,8%) a fini lanterne rouge derrière Galderma (-2,7%) et Sandoz (-2,4%). Le géant zougois des matériaux de construction a contre toute attente renoué avec la croissance dès la mi-parcours en 2026. La direction a profité de la présentation des résultats pour relever ses ambitions pour l'ensemble de l'exercice. Nestlé (-1,7%) a fortement pesé sur l'indice. Novartis (-0,1%) a également cédé du terrain, alors que Roche (+0,1%) en a gagné. Ce dernier a obtenu le feu vert des autorités chinoises pour la mise sur le marché d'une seringue prête à l'emploi contenant du Vabysmo, le médicament ophtalmique phare du groupe pharmaceutique bâlois.

R I.

MARCHÉS EN ASIE

La Bourse de Séoul se stabilise

La Bourse de Séoul se stabilise jeudi suivant deux journées dans le rouge. L'indice phare de la place sud-coréenne, le Kospi, avait dégringolé mardi et mercredi, après avoir atteint un plus haut le mois dernier. Il a gagné plus de 5% dans les échanges de la matinée, avant de se stabiliser, en légère baisse de 0,13% (5.656,04 points) peu après 03H30 GMT. Tokyo, également remué par la tech ces dernières semaines, était pour sa part en hausse de 1,28% à 62.218,41 points. Toutefois, à Shanghai, l'indice composite était en baisse de 1,12% à 3.785,52 points. Le Hang Seng hongkongais se délestait de 0,30% à 25.731,40 points. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord perdait 1,41% à 89,46 dollars. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate, reculait de 1,09% à 83,54 dollars le baril. Sur le marché des changes, le yen gagnait 0,09% face à au dollar, à 163,51 yens pour un dollar. L'or prenait des couleurs, en hausse de 0,64% à 4.053,30 dollars l'once.

APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 30 Juillet 2026
Valeur : 03 Août 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.2548	133.2698
1	EUR	EURO	151.6306	151.6610
1	GBP	POUND STERLING	177.1299	177.2205
100	JPY	JAPANESE YEN	81.3720	81.3961
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6936	19.6967
1	CHF	SWISS FRANC	162.8037	162.8618
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.6210	94.6518
1	DKK	DANISH KRONE	20.3055	20.3130
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.7338	13.7376
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.8135	13.8184
1	AED	UAE DIRHAM	36.2776	36.2856
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4920	35.4979
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.7860	432.9753
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6970	45.1463
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2007	14.2023
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7300	20.8364
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3264	3.3368
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.6736	180.6736

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales soutenues par des indicateurs économiques encourageants

Les marchés boursiers mondiaux se sont redressés jeudi, Wall Street ayant été portée par les bons résultats de Microsoft et par le ralentissement de l'inflation aux Etats-Unis, tandis que l'Europe a profité d'une croissance en hausse. A New York, l'indice Nasdaq, à forte coloration technologique, s'est envolé de 2,78%, l'indice S&P 500 a gagné 1,66% et le Dow Jones s'est octroyé 1,19%. Outre les résultats, les investisseurs américains ont bien accueilli

un ralentissement de l'inflation américaine à 3,7% sur un an en juin, conforme aux attentes des analystes. Le PIB s'est établi à 1,5% en rythme annualisé, contre 2,1% au trimestre précédent, sous l'effet de l'escalade militaire au Moyen-Orient. En Europe, la zone euro a renoué avec la croissance au 2e trimestre (+0,4% d'avril à juin). Les grandes économies ont confirmé cette résilience face à la hausse des prix de l'énergie de-

puis mars (Allemagne +0,2%, France +0,2%, Italie +0,2%, Espagne +0,7%). Sur le Vieux Continent, la Bourse de Milan a gagné 1,29%. A Paris, le CAC 40 (+0,92%) s'est rapproché du seuil des 8.500 points, soutenu par Schneider Electric (+10,83%) qui a relevé ses perspectives annuelles et par Bouygues (+7,13%) qui a enregistré un bond de 66% de son bénéfice net. La place de Francfort a progressé de 0,58%, malgré l'effondrement

d'Adidas (-11,52%). Les Bourses ont aussi été encouragées par le recul des prix du pétrole. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a perdu 1,89% à 89,03 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, a lâché 1,03% à 83,59 dollars. Après la Réserve fédérale la veille, la Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur inchangé (à 3,75%) mais a mis en garde contre les effets de l'escalade militaire. Les taux restaient élevés sur les

marchés obligataires. Le taux d'emprunt américain à 30 ans continuant d'évoluer à des niveaux inédits depuis 2007. L'échéance à dix ans s'affichait à 4,67% contre 4,68% à la clôture la veille. La stabilité était de mise en Allemagne (3,15% contre moins de 3,16% la veille). En France, les taux s'établissaient à 3,95% contre moins de 3,96% la veille.

APS

CHINE

L'activité manufacturière s'est contractée à un niveau bien inférieur aux prévisions

L'activité manufacturière chinoise s'est contractée de façon inattendue en juillet, selon des données officielles publiées vendredi, son premier recul en cinq mois alors que le pays peine toujours à relancer une demande intérieure maussade.

L'indice des directeurs d'achat (PMI) du secteur manufacturier, un indicateur clé de l'activité industrielle dans la deuxième économie mondiale, s'est établi à 49,2 en juillet, contre 50,3 en juin, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Un chiffre inférieur à 50 marque une contraction de l'activité, et un chiffre supérieur à ce seuil une expansion.

Forte croissance des exportations

Cette performance est bien inférieure à la prévision de 50,1 (indiquant une progression modérée) des économistes sondés par l'agence Bloomberg. Le secteur manufacturier chinois est confronté depuis plusieurs mois à de fortes incertitudes, notamment en raison du conflit au Moyen-Orient qui a entraîné une flambée des coûts de l'énergie au risque d'assombrir la conjoncture mondiale.

Certes, la forte croissance des exportations, soutenue par une demande soutenue pour l'électronique et les composants liée à l'intelligence artificielle (IA), a constitué un soutien crucial. Mais la précarité de la demande intérieure, toujours minée par une crise persistante de l'immobilier, continue de plomber le secteur manufacturier. "Après une certaine amélioration au deuxième trimestre, les indices PMI officiels se sont nettement dégradés, ce qui semble refléter en partie les perturbations causées par la récente série de typhons", complète Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics. Pour autant, "ce repli a été principalement tiré par une chute particulièrement marquée de la composante des nouvelles commandes, tombée à 48,5, son niveau le plus bas depuis 38 mois. La faiblesse de la demande intérieure semble en être la cause

principale", insiste-t-il. Signe inquiétant, l'indice PMI officiel du secteur non manufacturier, qui mesure l'activité dans des domaines tels que les services et la construction, a fortement chuté pour s'établir à 49,0 en juillet. Il s'agit de la contraction la plus marquée depuis plus de trois ans. Ces indicateurs décevants interviennent alors que le président Xi Jinping a reconnu jeudi les "difficultés et défis" auxquels l'économie du pays est confrontée. "Nous devons renforcer l'efficacité des politiques macroéconomiques (tout en) nous attachant à exploiter le potentiel de la demande intérieure", a insisté Xi Jinping dans un discours adressé aux cadres dirigeants rapporté par l'agence de presse officielle Chine nouvelle.

R I.

ETATS-UNIS

L'économie nationale a ralenti au printemps

L'économie américaine a crû à un taux annualisé de 1,5 % au deuxième trimestre de 2026, selon le Bureau d'analyse économique, ralentissant par rapport à une croissance de 2,1 % au premier trimestre et en dessous des prévisions des économistes. Le sondage de Reuters auprès des économistes avait placé les prévisions consensuelles à 2,1 % pour le deuxième trimestre, selon CBS News. Le ralentissement reflète la pression du conflit en cours avec l'Iran, qui a perturbé l'expédition à travers le détroit d'Ormuz et a

fait monter les coûts énergétiques mondiaux. À la pompe, les Américains ont vu les prix passer d'une moyenne pré-guerre de 2,98 \$ le gallon à bien au-dessus de 4 \$ au cours du deuxième trimestre. Les dépenses des ménages, le principal moteur de la production américaine représentant environ les deux tiers du total, ont accéléré à un rythme annualisé de 3,2 % après avoir à peine enregistré 0,5 % au premier trimestre. L'investissement fixe des entreprises s'est développé à un taux annualisé de 8,4 %, avec des

dépenses en équipement et propriété intellectuelle reflétant l'engagement important des entreprises envers le développement de l'intelligence artificielle, selon le Boston Globe. Les ventes finales réelles aux acheteurs privés nationaux — une mesure de la demande de base qui exclut les distorsions des flux commerciaux et des changements de stocks — ont atteint un taux annualisé de 3,9 %, plus du double de sa lecture de 1,7 % de la période de janvier à mars. Une forte augmentation de 11,5 % des importations — due en

partie à des achats massifs de semi-conducteurs et d'autres biens alimentant le développement de l'IA — a réduit de 1,5 point de pourcentage la lecture du PIB du trimestre, selon le Boston Globe. Une baisse des dépenses publiques a également freiné la croissance, en partie due à la vente de pétrole brut de la Réserve stratégique. « Le consommateur a sauvé le trimestre », a déclaré Olu Sónola, chef de l'économie américaine chez Fitch Rating

Agence

CORÉE DU NORD

L'économie a progressé de 3,5 % l'an dernier

L'économie de la Corée du Nord a progressé de 3,5 % l'an dernier, portée par le rapprochement avec la Chine et la Russie, selon Séoul. L'économie de la Corée du Nord a enregistré une croissance de 3,5 % en 2025, soutenue par l'intensification des échanges commerciaux avec la Russie et la Chine, marquant ainsi une troisième année consécutive de croissance supérieure à 3 %, selon les estimations de la banque centrale de Corée du Sud publiées vendredi. Ce chiffre est légèrement inférieur à l'expansion de 3,7 % enregistrée en 2024, mais la production économique de l'État communiste secret est estimée avoir dépassé les niveaux de 2017, avant que les sanctions de l'Organisation des Nations unies

(ONU) contre Pyongyang ne produisent leur plein effet. « La croissance est principalement due à l'expansion de la coopération économique entre la Corée du Nord et la Russie, parallèlement à l'augmentation des échanges avec la Chine et à l'impulsion donnée par le gouvernement aux projets de développement étatiques », a déclaré un responsable de la banque centrale lors d'un point presse. La demande d'exportation pour les armes nord-coréennes a stimulé la production sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement manufacturière, a précisé le responsable, tandis que l'afflux de touristes russes et le renforcement des liaisons de transport ont dynamisé l'hébergement, la restauration et les

voyages. Les revenus provenant des travailleurs nord-coréens détachés à l'étranger et des troupes envoyées pour soutenir l'effort de guerre de la Russie ont également fortement accru les recettes en devises étrangères. Le secteur manufacturier a progressé de 6,6 %, l'industrie légère renouant avec une croissance de 3,8 % après une contraction de 0,7 % en 2024. Le responsable a lié cette performance à la politique dite « 20x10 », qui vise à construire 20 usines d'industrie légère dans les zones provinciales chaque année pendant une décennie. Le secteur de la construction a crû de 6,3 %, le génie civil étant lié à des projets d'infrastructures nationaux tels que les routes, les chemins de fer et les centrales élec-

triques. La croissance minière a nettement ralenti à 1,6 %, contre 8,8 % l'année précédente, ce que la Banque de Corée (BOK) a attribué à une baisse de la production de charbon. Les services ont progressé de 1,8 %, leur rythme le plus rapide depuis 1994. Le volume commercial du Nord, hors transactions avec la Corée du Sud, a augmenté de 16 % pour atteindre 3,13 milliards de dollars. Les exportations ont bondi de 30 % à 470 millions de dollars, portées par les expéditions de jouets, de plumes, de duvet et de perruques, tandis que les importations ont progressé de 13,9 % à 2,66 milliards de dollars, concernant l'habillement ainsi que les graisses et huiles animales et végétales.

R I.

ROYAUME UNI

La Banque centrale maintient son taux directeur à 3,75%

La Banque d'Angleterre (BoE) a maintenu jeudi son taux directeur à 3,75%, niveau auquel il est figé depuis décembre, mais alerté sur le risque géopolitique au Moyen-Orient. "L'inflation est retombée plus rapidement que nous l'avions prévu, mais la situation géopolitique au Moyen-Orient implique toujours des prix de l'énergie hauts et volatils", a expliqué le gouverneur de la Banque centrale britannique, Andrew Bailey. Cela "devrait causer une nouvelle montée de l'inflation plus tard cette année", a-t-il ajouté. Tout comme la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) la veille, la BoE a opté pour le statu quo jeudi, pour la cinquième fois d'affilée. Trois membres sur neuf du Comité de politique monétaire (MPC) ont cependant voté en faveur d'une hausse de taux de 0,25 point. Bien que le nombre de membres favorables à un resserrement ait augmenté par rapport à la réunion de juin, les marchés financiers ont réduit leurs anticipations d'une hausse en septembre, désormais à moins d'une chance sur deux, notamment en raison d'une légère prévision d'inflation de la BoE, selon les analystes. La Banque d'Angleterre a présenté jeudi trois scénarios pour l'économie britannique, conditionnés par l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Sa projection centrale table sur une inflation à 3% cette année au Royaume-Uni, avec un pic à 3,2% au dernier trimestre, en ligne avec ce qu'elle envisageait en juin, avant de redescendre les années suivantes. La croissance du produit intérieur brut (PIB) dans le pays devrait elle atteindre 1,1% en 2026 et autant en 2027 - ce qui constitue une par rapport à ses estimations d'avril.

APS

MALGRÉ LA COLÈRE DES JOUEURS

Sony prépare la fin des disques PlayStation dès 2028

Sony ne fera pas marche arrière : à partir de janvier 2028, les nouvelles sorties PlayStation abandonneront les jeux sur disque. Un mois de contestation n'aura malheureusement pas suffi à infléchir la position du constructeur.



La directrice financière de Sony, Lin Tao, a pris la parole lors de la dernière présentation des résultats de l'entreprise pour dissiper tout doute sur le sujet. La décision est donc maintenue : à compter de janvier 2028, les nouveaux titres PlayStation ne seront plus distribués sur support physique. Lin Tao a reconnu que les joueurs ont des convictions fortes sur la question du support physique, tout en précisant que Sony avait longuement évalué ce choix avant de l'arrêter. Les jeux sortis avant cette date ne sont pas concernés, et les copies existantes continueront de fonctionner normalement. Les nouvelles sorties seront disponibles sur le PlayStation Store et chez les revendeurs, sous forme numérique uniquement.

Une mobilisation des joueurs qui ne fait pas fléchir Sony

L'annonce initiale, faite en début de mois, a déclenché une vague de protestations sur la Toile et dans le monde entier. Collectionneurs et défenseurs de la préservation du patrimoine vidéoludique

ont d'ailleurs été particulièrement actifs. Le groupe DoesItPlay, spécialisé dans les jeux physiques, a annoncé l'organisation d'un boycott d'une semaine à partir de la mi-août pour maintenir la pression sur Sony. Le mécontentement des joueurs dépasse largement la simple question de posséder une boîte en plastique. Un disque peut être revendu, prêté, acheté d'occasion. Il garantit aussi la pérennité du jeu indépendamment des décisions commerciales d'un éditeur ou d'un constructeur. Cette question de la préservation pèse d'autant plus que Sony a récemment annoncé la fermeture des boutiques PS3 et PS Vita aux nouveaux achats à partir de juillet 2027, même si les contenus déjà achetés resteront téléchargeables pour une durée indéterminée.

Des chiffres favorables au numérique, mais une minorité non négligeable

Sony s'appuie sur ses données de ventes pour justifier ce virage. Sur le trimestre clos le 30 juin, 82 % des jeux PS4 et PS5

vendus l'ont été sous forme numérique. Mais les 18 % restants représentent tout sauf une quantité négligeable sur un écosystème comptant 125 millions d'utilisateurs actifs mensuels. Soulignons d'ailleurs que le ratio numérique atteignait 83 % au même trimestre l'année précédente, soit un recul d'un point en un an.

Les revendeurs physiques demeurent cela dit dans les plans de Sony. En revanche, la marchandise en rayon pourrait à terme se réduire à de simples boîtes contenant des codes de téléchargement, à l'instar de GTA 6 en fin d'année.

Lin Tao a précisé que cette option restera disponible sur certains marchés, notamment en Amérique du Nord. Elle a par ailleurs estimé que le lecteur de disque n'est pas ce qui distingue PlayStation des PC, évoquant plutôt des prix accessibles, une sélection de contenus pensée pour la plateforme et un environnement de jeu stable comme principaux atouts.

Sony prépare la fin d'une époque

De son côté, Yves Guillemot, le PDG d'Ubisoft, affirmait récemment que la disparition des jeux physiques sur PC n'a fait que contribuer à l'accroissement du marché.

Toujours selon ses propos, l'absence de lecteur sur les futures consoles permettra de réduire le prix des machines, les rendant ainsi plus abordables. À partir de 2028, les nouvelles sorties PlayStation ne devraient donc plus se faire sur disque, mettant fin à plus de 30 ans d'histoire commune entre Sony et les supports physiques. Cette histoire a commencé avec la première PlayStation et son CD-ROM, et s'est poursuivie jusqu'aux générations PS4 et PS5 et leurs disques Blu-ray.

Ce constructeur chinois présente un smartphone sans aucun bord



La marque a publié une courte vidéo teaser montrant un appareil dont l'écran s'étend jusqu'aux bords, sans recourir aux effets de courbure habituels. Tecno a mis en ligne une vidéo teaser présentant ce qu'elle décrit comme son "concept de téléphone sans bordures de nouvelle génération". Le smartphone en question, baptisé Camon, affiche un écran qui rejoint les bords du châssis de façon quasi continue, sans dalle incurvée ni effet de pente, des artifices auxquels d'autres fabricants ont régulièrement eu recours par le passé pour réduire visuellement les bordures.

Un appareil présenté dès l'IFA ?

Il s'agit pour l'instant d'un concept, et la marque n'a pas communiqué de date de présentation officielle ni d'éventuel lancement commercial. Selon le leaker IceUniverse, qui s'est exprimé sur X, l'appareil pourrait être présenté lors du Showstoppers de l'IFA 2026, prévu en septembre. Le Showstoppers, c'est l'événement dans l'IFA, où les marques peu présentes en Europe, en général, présentent leurs dernières innovations à travers un mini-stand. Tecno n'a pas confirmé cette information.

Une question se pose : l'ergonomie

La question de l'ergonomie au quotidien reste entière. Un écran sans bordures pose en effet des problèmes connus, notamment pour la frappe ou la prise en main, et aucun élément concret n'a été communiqué sur la façon dont Tecno compte y répondre. Par ailleurs, la marque, qui a récemment lancé ses PC en France, a l'habitude de présenter des concepts marquants lors de salons high-tech, dont beaucoup ne se concrétisent jamais en produits commerciaux, en particulier sur les marchés occidentaux. Ce nouvel appareil ne fait pas exception à cette réserve, pour l'instant.

Pourquoi Tesla envisagerait de vendre son activité en Chine avant une fusion avec SpaceX

Tesla envisagerait de céder ou séparer ses activités chinoises pour préparer une fusion avec SpaceX, selon le Wall Street Journal. Une opération sensible qui inquiète Pékin, compte tenu des tensions géopolitiques croissantes entre la Chine et Taïwan. Est-ce une coïncidence troublante ou un plan savamment orchestré depuis des années ? Elon Musk aurait construit Tesla comme deux entités presque indépendantes, séparées entre ses activités américaines et chinoises, pour parer à toute tension géopolitique future. Une architecture qui tomberait à point nommé si le milliardaire décidait finalement, après tant d'années, de fusionner son empire automobile à sa société spatiale, dans un contexte où la Chine reste un marché stratégique mais sensible pour le groupe.

Vente, spin-off ou fermeture, les options sur la table d'Elon Musk

Rien n'a été laissé au hasard. D'après le Wall Street Journal, Elon Musk aurait, depuis plusieurs années déjà, organisé Tesla comme deux entreprises presque étanches l'une de l'autre, avec une branche améri-



caine et une branche chinoise, et le moins de liens possibles entre elles. Ceci afin d'éviter qu'une crise géopolitique majeure entre Washington et Pékin, en cas de conflit autour de Taïwan par exemple, ne mette en péril l'ensemble du groupe. Ainsi, même si la branche chinoise venait à être coupée du reste, l'activité américaine de Tesla pourrait continuer à tourner sans être directement affectée. Une précaution pensée bien avant que l'idée d'un rapprochement avec SpaceX ne s'invite dans les discussions internes. Sur le terrain, plusieurs options seraient à l'étude. On parle de spin-off, de cession pure et simple, voire de

fermeture. Les équipes dirigeantes discuteraient aussi de la création d'une structure de vente distincte, qui serait chargée de gérer les exportations depuis l'usine de Shanghai, avec des systèmes administratifs séparés pour limiter les accès directs des employés chinois au reste du groupe. L'autre motif d'inquiétude pour Elon Musk, c'est peut-être la dépendance de Tesla aux batteries LFP made in China et aux puces du géant taïwanais TSMC, d'autant plus que tensions persistent entre Taïwan et Pékin. L'objectif serait d'être prêt dès 2026 ou 2027. Sous la première présidence Trump, Tesla avait déjà

lancé le « Projet Carbon » pour délocaliser une partie de ses fournisseurs chinois vers le Mexique. La méfiance du milliardaire et de son board ne date pas d'hier.

Un possible mariage à haut risque diplomatique, mais le principal intéressé n'est pas de cet avis

Alors sur le papier, unir Tesla et SpaceX serait un casse-tête monumental. La société spatiale reste un contractant majeur de la défense américaine, engagée dans le lancement de satellites classifiés et la gestion de connexions internet en zones de conflit, notamment en Ukraine. En 2025, les contrats publics représentaient à eux seuls 20,9% de son chiffre d'affaires, un poids énorme, aux yeux de Pékin. Chez JPMorgan, on parle même d'un véritable « goulot d'étranglement pratique » concernant les autorisations réglementaires nécessaires, la Chine étant identifiée comme l'obstacle le plus sérieux. Selon ce qu'avance le Wall Street Journal, les autorités chinoises redouteraient qu'un tel rapprochement ne place le savoir-faire industriel de Tesla, et les données de près de deux millions de propriétaires chi-

nois, entre les mains d'une entreprise liée à l'appareil militaire américain. Pékin exigerait sans doute des garanties fermes pour empêcher toute fuite de matériaux sensibles, comme les terres rares, vers SpaceX.

Il y a de vrais enjeux pour la Chine, qui demeure le deuxième marché de Tesla, avec environ 18% des ventes au premier semestre 2026, et la Gigafactory de Shanghai, capable de produire plus de 950 000 véhicules par an, alimente les exportations vers l'Europe, le Canada et l'Asie-Pacifique. Mais malgré l'ampleur du sujet, les marchés semblaient plutôt sereins, puisque l'action Tesla grimpeait d'environ 2% en pré-Bourse au moment des révélations. Sur X, Musk a tout de même balayé l'information d'un définitif « Cela n'a jamais même été évoqué en discussion », la qualifiant de « fake news absurde », un démenti qui ferme qui tranche avec les propos plus nuancés de Gwynne Shotwell, présidente de SpaceX, qui confiait en juin dernier sur CNBC qu'un tel rapprochement pourrait « faciliter la vie d'Elon ».

LA PRODUCTION ET LES FUTURES TAXES INQUIÈTENT

L'industrie automobile britannique est-elle au bord du gouffre ?

Dix ans après la signature du Brexit, l'industrie automobile britannique inquiète. Entre une production qui baisse d'année en année et la menace des futures taxes sur les véhicules assemblés dans le pays mais dont les pièces sont étrangères, l'avenir s'annonce compliqué. Une situation renforcée par des constructeurs implantés de longue date aujourd'hui en difficulté. À moins que le salut ne vienne de ce que beaucoup considèrent comme une menace : les marques chinoises.

Entre le Brexit, de nouvelles taxes qui pèsent sur les exportations et des usines qui n'en finissent plus de perdre de l'activité, le secteur de l'automobile au Royaume-Uni n'est pas au mieux de sa forme. Dix ans après le référendum et six ans après la sortie officielle de l'Union européenne, les marques implantées sur l'archipel n'en finissent plus de connaître des déboires. Depuis le Covid, la production annuelle dans le pays n'a plus atteint le million d'unités. Pour ordre d'idée, au premier semestre 2016, 900 000 voitures ont été produites dans le pays. En 2025, ce chiffre n'était plus que de 385 000 et, en 2026, de 372 000. Ces chiffres s'expliquent de plusieurs façons et les indicateurs pour l'avenir sont assez mitigés. Plusieurs marques pourtant implantées de longue date ont considérablement réduit leurs activités. En 2021, Honda a fermé son usine de Swindon après 36 ans d'activité. Dans ses meilleures années, le site employait 3 500 personnes et a produit jusqu'à 230 000 voitures par an en 2008 avant de connaître une baisse constante. Jaguar Land Rover ne fait guère mieux avec son usine de Castle Bromwich, qui produisait autrefois des Jaguar et dont l'avenir est encore incertain.

La Chine sauvera-t-elle les autos de la Couronne ?

De son côté, Nissan est en difficulté partout dans le monde et le Royaume-Uni ne fait pas exception. Son usine de Sunderland est particulièrement touchée. Ces derniers mois, les rebondissements ont d'ailleurs été nombreux. Dans un premier temps, la marque a décidé de stopper l'une des deux lignes de production de l'usine. Dans un second temps, c'est la filiale JATCO qui a annoncé stopper son projet de construction de groupes moto-



propulseurs électriques dans l'usine malgré un investissement de 48,7 millions de livres sterling.

En parallèle, il est prévu que 900 postes soient supprimés dans l'usine, l'une des conséquences de sa baisse d'activité. En 2025, 273 174 voitures y ont été produites, alors que, jusqu'en 2019, l'usine assem-

blait encore plus de 500 000 voitures par an.

De quoi produire sur place des Omoda et Jaecoo, qui connaissent une belle percée dans le pays. Pour Nissan, cela permettrait de faire rentrer un peu d'argent frais tout en limitant les suppressions d'emplois. Elle, qui a longtemps considéré le

pays comme l'un de ses bastions européens, ne représentait plus que 3,7 % de parts de marché sur les quatre premiers mois de 2026, contre 5,6 % sur la même période en 2016. Nissan se retrouve même derrière Chery, qui tutoie les 5 %, ou encore MG et ses 4 %.

La menace d'une nouvelle taxe comme dernier clou au cercueil

À partir de janvier 2027, les véhicules électriques produits au Royaume-Uni devront comporter au moins 55 % de pièces fabriquées localement, tandis que leurs batteries devront être composées à 70 % de matériaux britanniques ou européens. Les entreprises ne respectant pas cette nouvelle réglementation subiront 10 % de droits de douane supplémentaires. Sauf que la SMMT (l'organisation britannique de l'industrie automobile) estime qu'actuellement, 70 % des voitures produites dans le pays puis exportées ne respectent pas cette législation. Elle estime que cela devrait représenter un coût total de 1,4 milliard de livres sterling par an pour les constructeurs, puisé directement sur leurs marges.

Par ailleurs, une amende de 15 000 £ par véhicule est en discussion pour les marques dont la part de production électrique est jugée insuffisante. De quoi sérieusement décourager les constructeurs dans le pays.

Déjà que ceux-ci déplorent une compétitivité limitée avec le coût élevé de la main-d'œuvre, tout comme celui de l'énergie. Pourquoi alors produire au Royaume-Uni, surtout quand 80 % des voitures seront destinées à l'exportation ? Reste à voir si l'implication grandissante des marques chinoises dans la production locale sera suffisante pour limiter les dégâts...

Lamborghini Miura SV, 55 ans d'héritage « Super Veloce »

Présentée en 1971, la Lamborghini Miura SV marquait l'aboutissement de celle que certains appellent la première véritable supercar de l'histoire. Plus puissante, plus efficace et plus aboutie, la Miura devenait « Super Veloce », l'un des labels les plus prestigieux de la marque italienne. Lorsque Lamborghini dévoile la Miura en 1966, le constructeur italien bouleverse l'univers des voitures de sport avec une architecture aussi spectaculaire qu'innovante : un V12 monté transversalement en position centrale arrière. Quelques années plus tard, la Miura SV pousse encore plus loin le concept en corrigeant les principaux défauts des premières versions tout en inaugurant une philosophie - plus radicale - qui perdure encore aujourd'hui.

La Miura à son sommet

Après les Miura P400 et Miura S, Lamborghini présente en 1971 la Miura SV (« Super Veloce »), ultime évolution du modèle. Sans remettre



en cause les lignes dessinées par Marcello Gandini, les ingénieurs peaufinent la voiture afin de la rendre plus performante, mais aussi plus agréable à exploiter au quotidien. Cette version restera au catalogue

jusqu'en 1973 et constitue aujourd'hui l'une des variantes les plus recherchées de la lignée Miura.

V12 plus performant et plus fiable

Sous le capot, on retrouve toujours le mythique V12 atmosphérique de 3,9 litres installé en position centrale transversale. Pour la version SV, Lamborghini revoit cependant sa mise au point afin d'en porter la puissance à 385 ch à 7.850 tr/min, pour un couple de 388 Nm à 5.500 tr/min. Les performances restent impressionnantes, même selon les standards actuels : le 0 à 100 km/h est abattu en moins de 5,5 secondes, tandis que la vitesse maximale dépasse 290 km/h, ce qui faisait de la Miura SV l'une des voitures de série les plus rapides de son époque. L'une des évolutions majeures concerne la lubrification. Sur les premières Miura, le moteur et la boîte de vitesses partageaient le même circuit d'huile. La Miura SV adopte désormais deux circuits séparés, une solution qui améliore sensiblement la fiabilité.

Comportement aiguisé

Lamborghini profite également de cette évolution pour retravailler le

châssis. La voie arrière est élargie, les suspensions sont revues et la rigidité de l'ensemble progresse afin d'offrir une meilleure stabilité, notamment à haute vitesse. Les ingénieurs équipent également la Miura SV de freins à disques ventilés plus performants, tandis que les ailes arrière élargies permettent de monter des pneumatiques plus généreux, contribuant à améliorer la motricité.

Naissance d'une légende

Extérieurement, la Miura SV se distingue notamment par la disparition des célèbres « cils » entourant les phares, offrant une face avant plus épurée. Les ailes arrière plus musclées renforcent son allure sans dénaturer sa silhouette emblématique. Avec la Miura SV, Lamborghini inaugure une appellation qui deviendra synonyme des modèles V12 les plus radicaux de la marque. De la Diablo SV à la Murciélago SV, jusqu'à l'Aventador SV et SVJ, le label « Super Veloce » désigne des super-Lamborghini hautement désirées.

Mots fléchés

DÉCOUVRIT LA GUADELOUPE PORT DE LA GUADELOUPE		NOMBRE PREMIER ESQUIMAU		FINIT EN COLLIER POUDRES BLANCHES		ANIMAUX MARINS OISEAU TROPICAL		CONJONC- TION TRADUC- TEUR		BLANC CRÉOLE FILET D'EAU	
LOGARITHME CITÉ CHAUDE DE GUADELOUPE			ATHLÈTE GUADE- LOUPÉENNE SANS VALEUR						CODE POUR LE ROYAUME- UNI DANS		
										COINCÉ	
PAS GRAS LOURDAUD						CONTRARIA TROMPAI					AMBIANCE
					BERCEAU DE NAVIRE RECON- DUITES				DÉMONS- TRATIF EXCLA- MATION		
CONTEM- PLER	UNE ÎLE DE LA GUADE- LOUPE (LA)	RELIGIEUX		CONSIDÉ- RATION POUFFÉ							
							ROUTE VERS LA GUADE- LOUPE COUVEUSES				
ELLE BRASSE DU VENT CONTINENT									SAINT DANS LA MANCHE CITADIN		
				SALADES CRITIQUE							
EN VOGUE PARLER ANTILLAIS			MENER À BON PORT DIEU NORDIQUE							CONFESSION	
						OPÉRÉ		MARQUE D'INDIFFÉ- RENCE CLÔT LE COURRIER			
OFFICIEL		MESURA UNE PETITE MINUTE					BOUT DE ROUTE VERTÈBRE				
					VILLE DE GUADE- LOUPE (LE)						
ADVER- SAIRES								À L'ÉTAT NATUREL			

TRANSPORT AÉRIEN

Le trafic mondial recule pour un troisième mois consécutif en juin

Le transport aérien de passagers dans le monde a baissé en juin pour le troisième mois consécutif, mais augmenté sur l'ensemble du premier semestre, selon des chiffres publiés jeudi par l'organisation du secteur (Iata). "Les perturbations liées au conflit en Iran et les prix élevés du pétrole ont continué à peser sur la demande", a constaté l'Association du transport aérien international dans son bilan mensuel. Exprimé en passager-kilomètre payant (RPK en anglais), le trafic a baissé de 1,7% en juin par rapport au même mois de 2025. En mai, la baisse avait été de 2,2% et en avril, de 3,4%.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

44 morts et 638 blessés en 48 heures

Quarante quatre (44) personnes sont décédées et 638 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Boumerdès et de Timimoune. Le premier est survenu suite au renversement d'un bus de transport de voyageurs sur la RN 24, au lieu-dit El-Kerma, daïra de Boumerdès, en engendrant 27 décès et 42 blessés. Le 2e accident a entraîné le décès de 4 personnes et des blessures à 43 autres, suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un camion, sur la RN 51, daïra de Timimoune, précise la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 3029 interventions ayant permis de sauver 2139 personnes de noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 716 autres et d'évacuer 162 autres vers les structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant, toutefois, le décès par noyade de 6 personnes dans les wilayas de Tipaza, El-Tarf, Mostaganem, Oran et Chlef. Durant la même période, l'intervention des secours de la Protection civile a également permis de circonscrire 4 incendies dans les wilayas de Batna, Alger, In-Guezzam et Sidi-Bel-Abbès. Ce dernier a causé des brûlures légères à 2 personnes. En outre, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 87 incendies du couvert végétal, dont 15 incendies de forêts, dans plusieurs wilayas du pays, selon la même source.

APS

EN PRÉSENCE D'UNE DÉLÉGATION MINISTÉRIELLE

Les victimes de l'accident de Boumerdès inhumées à El Eulma

Plusieurs victimes du tragique accident d'autobus survenu vendredi matin dans la wilaya de Boumerdès, qui a fait 27 morts et 42 blessés, ont été inhumées samedi après-midi au cimetière d'El Eulma, dans la wilaya de Sétif, en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud.

Le ministre s'est rendu à Sétif sur instruction du président de la République, accompagné d'une délégation ministérielle, afin d'exprimer la solidarité des pouvoirs publics avec les familles des victimes et de prendre part aux cérémonies funéraires.

Les dépouilles des victimes avaient été transférées, plus tôt dans la journée, depuis l'hôpital Mère-Enfant d'El Bez (Sétif) vers leurs familles et leurs proches, qui leur ont rendu un dernier hommage avant leur inhumation au cimetière d'El Eulma.

Les obsèques se sont déroulées dans une profonde émotion, en présence d'une foule nombreuse de citoyens venus de différentes régions du pays. Cette forte mobilisation a témoigné d'un vaste élan de solidarité nationale envers les familles endeuillées et illustré la cohésion du peuple algérien face à cette tragédie.

Le drame s'est produit vendredi matin lorsqu'un autobus de transport de voyageurs s'est renversé dans la wilaya de Boumerdès. L'accident a coûté la vie à 27 personnes et fait 42 blessés, mobilisant les services de secours et les autorités locales.

Cette tragédie a suscité une vive émotion à travers le pays, les autorités réaffirmant leur accompagnement des familles des victimes et leur soutien aux personnes blessées, tandis que les cérémonies d'inhumation se poursuivaient dans le recueillement.

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, avait lancé, vendredi, un appel aux conducteurs à la plus grande prudence et vigilance, et au strict respect du code de la route, soulignant, dans son message adressé aux transporteurs, que "la vie des voyageurs qui vous est confiée est une responsabilité entre vos mains". "Chargés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, nous nous sommes rendus, accompagnés d'une délégation ministérielle, sur les lieux de l'accident. Nous nous sommes également enquis de l'état de santé des blessés dans les hôpitaux de Boumerdès et d'Alger (Salim-Zemirli à El Harrach, le CHU Mustapha-Pacha et l'hôpital Mohamed-Lamine Debaghine), où toutes les directives néces-

saires ont été données en vue d'assurer une prise en charge optimale des blessés", a déclaré le Premier ministre à la presse à l'hôpital Mohamed-Lamine Debaghine de Bab El Oued, où il s'est enquis de l'état de santé des blessés de l'accident du renversement et de la chute d'un autobus de transport de voyageurs dans un ravin à Berrahmoune El-Karma à Boumerdès. Exprimant sa profonde affliction suite à ce tragique accident, le Premier ministre a présenté "ses condoléances et exprimé sa compassion aux familles des victimes, souhaitant un prompt rétablissement aux blessés".

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes de cet accident ayant fait, selon un bilan provisoire, 25 morts et 44 blessés, soulignant, dans son message de condoléances, que la justice "frappera d'une main de fer, sans la moindre indulgence, après les investigations qui permettront d'élucider les circonstances de cet accident". Suite à ce drame, le président de la République a décrété un deuil national de trois (3) jours avec mise en berne de l'emblème national sur l'ensemble du territoire national.

Synthèse R N.

DÉCÈS D'ABDELHAK BEN BOULAÏD, FILS DU CHAHID SYMBOLE MOSTEFA BEN BOULAÏD

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, samedi, ses condoléances suite au décès d'Abdelhak Ben Boulaïd, membre du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel et fils du chahid symbole Mostefa Ben

Boulaïd, des suites d'une longue maladie. "Abdelhak Ben Boulaïd, membre du Conseil de la nation et fils du chahid symbole Mostefa Ben Boulaïd, nous quitte après avoir porté avec dignité l'honneur de sa filiation, préservé la noblesse de son appartenance et

accompli, avec un profond sens du devoir national, ses nobles missions parlementaires au Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel", lit-on dans le message de condoléances. "C'est avec une profonde affliction et une vive émotion que j'ai

appris cette douloureuse nouvelle. Je vous présente ainsi qu'à l'ensemble de vos proches, mes sincères condoléances et mes sentiments de profonde compassion, priant Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en

Son vaste paradis et de vous prêter patience et réconfort. +A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons+", a ajouté le président de la République dans son message de condoléances à la famille du défunt.

APS

ÉDUCATION/CONCOURS DE RECRUTEMENT

Le ministre insiste sur l'achèvement de la vérification administrative mardi prochain

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a mis l'accent, samedi, sur la nécessité d'achever les opérations restantes de vérification administrative dans le cadre du concours de recrutement, et ce avant mardi prochain à midi, afin de proclamer ses résultats à l'échelle nationale dans les plus brefs délais, indique un communiqué du ministère. Présidant une conférence nationale par visioconférence, consacrée au suivi des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027, le ministre a souligné que "les besoins réels avaient été pris en compte dans le cadre des opérations de recrutement en cours, de manière à as-

surer la couverture de l'ensemble des postes pédagogiques", estimant que la finalisation des procédures liées au concours constitue "une priorité absolue", en raison de "son lien direct avec l'élaboration de la carte scolaire et la définition des besoins réels". A ce propos, le ministre a instruit les directeurs de l'éducation de "finaliser la levée des réserves relevées lors de la vérification administrative avant mardi prochain à midi, en mobilisant l'ensemble des services concernés dans toutes les directions de l'éducation, afin de permettre la publication des résultats du concours à l'échelle nationale dans les meilleurs délais". Par ailleurs, M. Sadaoui a indi-

qué que les résultats des examens professionnels seront également publiés "dans un avenir très proche", une fois les procédures réglementaires achevées, tout en appelant à "suivre les répercussions des résultats du concours sur la mobilité des ressources humaines, afin de recenser les postes vacants et d'identifier les besoins réels à pourvoir". Il a également souligné que "la réussite de cette opération repose sur une coordination permanente entre les services centraux et les directions de l'éducation, ainsi que sur un suivi minutieux des données relatives aux ressources humaines et à la carte scolaire", note le communiqué.

Dans le même contexte, le ministre a mis en exergue l'engagement du secteur de l'Éducation nationale à assurer une "préparation rigoureuse de la rentrée scolaire, prévue dimanche 6 septembre 2026, conformément au calendrier de la rentrée sociale fixé par les hautes autorités du pays", insistant sur la nécessité de mobiliser l'ensemble des services centralisés et décentralisés, et de parachever, dans les délais impartis, les différentes mesures organisationnelles, pédagogiques et logistiques, "à même de garantir un démarrage effectif et organisé des cours et de réunir les conditions appropriées à l'accueil des élèves".

R N.